

SAÏD CHANEGRIHA LE SOULIGNE :

« LES DÉFIS SÉCURITAIRES NOUS IMPOSENT DE CONSOLIDER LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE »

Lire en page 3

L'EXPRESS

ELLE LE FAIT AVEC PLUSIEURS
ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

**SONATRACH CRÉE
DE MULTIPLES
PARTENARIATS**

P.7

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 12 FEVRIER 2025 // N°1010 // PRIX 20 DA

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'EXPERTISE ALGÉRIENNE RECONNUE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE, L'ALGÉRIE A RÉITÉRÉ LUNDI DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU SA PLEINE DISPOSITION À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME. CETTE POSITION, DÉJÀ CONNUE D'ALGER, A ÉTÉ D'AILLEURS SALUÉE PAR LES NATIONS UNIES EN JANVIER DERNIER. CETTE FOIS-CI, TOUJOURS À NEW YORK ET PLUS PRÉCISÉMENT DANS LES TRAVÉES DES NATIONS UNIES, LORS D'UNE SÉANCE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LES RISQUES TERRORISTES MENAÇANT LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES, TOUFIK KOUDRI, REPRÉSENTANT DE LA MISSION PERMANENTE DE L'ALGÉRIE AUPRÈS DES NATIONS UNIES, A RÉITÉRÉ L'ENGAGEMENT DE L'ALGÉRIE À METTRE EN ŒUVRE LA STRATÉGIE ANTITERRORISTE MONDIALE DES NATIONS UNIES AINSI QUE LES RÉOLUTIONS PERTINENTES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR CE DOSSIER CHAUD.

Lire en page 3



Photos: D.R.

TRUMP MAINTIEN SON PROJET DE DÉPLACEMENT DES GAZAOUIS

L'ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU SÉRIEUSEMENT MENACÉ

P.4

RACHID TEMAL, SÉNATEUR ET PRÉSIDENT
DU GROUPE D'AMITIÉ FRANCE-ALGÉRIE :

« IL FAUT SORTIR
LA RELATION
ALGÉRO-FRANÇAISE DES
PLATEAUX DE BOLLORÉ »

P.2



EXPLOSIONS NUCLÉAIRES
FRANÇAISES EN ALGÉRIE

DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ PRÉMÉDITÉS

LE PEUPLE ALGÉRIEN COMMÉMORERA, DEMAIN, LE 65^e ANNIVERSAIRE DES PREMIÈRES EXPLOSIONS NUCLÉAIRES MENÉES PAR LES AUTORITÉS COLONIALES FRANÇAISES DANS LE SUD ALGÉRIEN. LES HABITANTS DE CES RÉGIONS SOUFFRENT TOUJOURS DES SÉQUELLES DE CES EXPLOSIONS. CHAQUE ANNÉE, PLUSIEURS CAS DE CANCER, DE MALFORMATIONS CONGÉNITALES, DE HANDICAP, DE STÉRILITÉ ET DE TROUBLES PSYCHOLOGIQUES CHRONIQUES SONT RECENSÉS.

Lire en page 2



Le président Tebboune reçoit le président de l'Autorité d'investissement d'Oman

Le chef de l'État a reçu, hier, le président de l'Autorité d'investissement d'Oman (OIA), Abdulsalam bin Mohammad Al Murshidi, et la délégation l'accompagnant, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, et du directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, du côté algérien. Du côté omanais, étaient présents à cette rencontre le ministre de l'Agriculture, des Richesses halieutiques et des Ressources en eau, Dr Saud bin Hamoud Al-Habsi, le ministre de la Santé, Dr Hilal bin Ali Alsbati et l'ambassadeur du Sultanat d'Oman à Alger, M. Bin Nasser Al-Badai, précise la même source.

RACHID TEMAL, SÉNATEUR ET PRÉSIDENT DU GROUPE D'AMITIÉ FRANCE-ALGÉRIE :

«Il faut sortir la relation algéro-française des plateaux de Bolloré»

«Mon rôle est de montrer une autre image de l'Algérie, loin des caricatures relayées par certaines chaînes d'information», affirme-t-il. «C'est un pays qui bouge, qui se transforme économiquement, et qui mérite mieux que les stéréotypes véhiculés par une partie de la presse française».

Aïda Mouni

Sénateur socialiste du Val-d'Oise et président du groupe d'amitié France-Algérie au Sénat, Rachid Temal se retrouve en première ligne d'une relation diplomatique sous tension. Engagé pour un dialogue constructif entre Paris et Alger, il refuse les «surenchères» et pointe du doigt les acteurs qui, selon lui, alimentent inutilement la crise. Après une visite en Algérie les 8 et 9 février, où il a rencontré des responsables et des acteurs économiques, il plaide pour une approche plus pragmatique et moins influencée par certaines sphères «médiatiques» françaises. Depuis plusieurs mois, la relation franco-algérienne traverse une zone de fortes turbulences. Entre la reconnaissance par Paris du plan colonial marocain sur le Sahara occidental, l'affaire Boualem Sansal, et surtout le renvoi en Algérie de l'influenneur Doualemn, le climat est devenu électrique. Sur ce

dernier point, Rachid Temal est catégorique : «L'Algérie n'a jamais cherché à humilier la France. L'expulsion de Doualemn ne respectait pas le cadre légal, et c'est la justice française elle-même qui l'a confirmé». Une manière pour lui de rappeler que certaines décisions administratives, au lieu d'apaiser, ne font qu'attiser les tensions. Face aux attaques de certains responsables français, notamment du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, le sénateur plaide pour une lecture plus nuancée des événements.

«Il ne faut pas tomber dans le piège de la surenchère politique et médiatique. La relation franco-algérienne est bien plus complexe que ce que certains veulent faire croire». Lors de son entretien accordé au journal français L'Opinion, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a directement mis en cause le rôle des médias détenus par Vincent Bolloré, notamment CNews, dans la dégradation de l'image de l'Algérie en France. Rachid

Temal, qui partage ce constat, dénonce lui aussi l'influence croissante de l'extrême droite dans la perception française du Maghreb. «La politique étrangère française ne se décide pas sur les plateaux de Bolloré», martèle le sénateur, en référence à la ligne éditoriale de médias comme CNews et Europe 1, qui multiplient les discours virulents contre l'Algérie. Pour lui, ces médias «orientent» dangereusement le débat public et influencent une partie des décideurs politiques. Au-delà des crispations diplomatiques, Rachid Temal s'est rendu en Algérie dans un cadre plus constructif. Invité par la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française (CCIAF), il a rencontré des entrepreneurs et des responsables économiques afin d'évaluer les opportunités d'investissement. Son constat? Un climat favorable aux affaires, malgré les tensions politiques. «J'ai pu observer une stratégie industrielle claire en Algérie, avec une volonté affirmée de renforcer les partenariats économiques. Il y a une véritable dynamique qui ne doit pas être freinée par les tensions diplomatiques du moment», explique-t-il. Les entreprises françaises, assure-t-il, ne veulent pas tourner le dos au mar-

ché algérien. «Il y a une demande des industriels français pour continuer à investir en Algérie. Beaucoup voient ce pays comme un partenaire clé, et non comme un adversaire.» Un message qu'il entend transmettre aux autorités françaises, afin d'éviter que le contexte politique ne pénalise des relations économiques pourtant cruciales pour les deux pays.

À son retour en France, Rachid Temal s'est donné pour mission de déconstruire certains clichés sur l'Algérie. Il estime que les tensions actuelles sont amplifiées par une perception biaisée, entretenue par des médias et des acteurs politiques hostiles. «Mon rôle est de montrer une autre image de l'Algérie, loin des caricatures relayées par certaines chaînes d'information», affirme-t-il. «C'est un pays qui bouge, qui se transforme économiquement et qui mérite mieux que les stéréotypes véhiculés par une partie de la presse française». «Nous avons une histoire commune, parfois douloureuse, mais nous avons aussi un avenir à construire ensemble. Il est urgent de dépasser les tensions et de travailler sur des bases plus sereines». Un appel à la raison, dans un climat où la surenchère semble être devenue la norme. A. M.

EXPLOSIONS NUCLÉAIRES FRANÇAISES EN ALGÉRIE

Des crimes contre l'humanité prémédités

Le peuple algérien commémorera, demain, le 65^e anniversaire des premières explosions nucléaires menées par les autorités coloniales françaises dans le sud algérien, un acte qui restera gravé à jamais dans l'histoire comme un crime contre l'humanité commis avec préméditation, engageant une responsabilité juridique pour un crime imprescriptible. Dans son discours adressé à la nation devant les deux chambres du Parlement en décembre dernier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait affirmé que "les Algériens ont un droit imprescriptible et ils exigent la reconnaissance des massacres commis par le colonisateur". "Le colonisateur a laissé en Algérie des maladies résultant de ses essais nucléaires dont souffrent encore aujourd'hui nos compatriotes dans le Sud", avait souligné le président Tebboune. Lors de son interview accordée au quotidien français L'Opinion, le président de la République avait affirmé que les réparations relatives aux explosions nucléaires et à l'utilisation d'armes chimiques par la France dans le Sud de l'Algérie sont un sujet indispensable pour la reprise de la coopération bilatérale, appelant à régler définitivement ces contentieux. Il a indiqué que le dossier du nettoyage des sites des explosions nucléaires est "nécessaire", et qu'il constitue "un devoir humanitaire, moral, politique et militaire", estimant que cette opération doit être menée avec les autorités françaises, qui doivent révéler "avec précision" les zones où ces explosions ont eu lieu. Afin de faire face aux risques dus à la pollution radioactive, l'État a décidé de créer, en 2021, l'Agence natio-

nale de réhabilitation des anciens sites d'essais et d'explosions nucléaires, étant donné que la radioactivité environnementale reste élevée dans les zones touchées par ce crime en raison de la persistance des résidus de radiations. À cette époque, les forces d'occupation françaises prétendaient que ce qu'elles appelaient des "essais" étaient menés dans des zones inhabitées et désertiques, à savoir Reggane (Adrar) et In Ecker (Tamanrasset), alors que ces régions abritaient près de 20.000 civils. Le 13 février 1960, la première bombe atomique française, dénommée "Gerboise bleue" a été mise à feu sur le site nucléaire de Reggane, provoquant une catastrophe naturelle, humaine et environnementale, avec une puissance oscillant

entre 60.000 et 70.000 tonnes d'explosifs, soit cinq (5) fois celle de la bombe larguée sur Hiroshima (Japon), selon de nombreux experts en la matière. Entre 1960 et 1966, la France coloniale a effectué 57 essais d'explosions nucléaires: quatre explosions aériennes à Reggane, 13 explosions souterraines à In Ecker, 35 explosions supplémentaires à Hammoudia et cinq sur le plutonium à In Ecker, sur un rayon de 30 km de la montagne où ont eu lieu les explosions souterraines. Les habitants de ces régions souffrent toujours des séquelles de ces explosions. Chaque année, plusieurs cas de cancer, de malformations congénitales, de handicap, de stérilité et de troubles psychologiques chroniques sont recensés. Par ailleurs, l'équilibre environnemental et

territorial de ces zones reste gravement menacé. Jusqu'à présent, les autorités algériennes n'ont pas reçu de cartes ou de plans indiquant les sites d'enfouissement du matériel utilisé lors de ces explosions, malgré les nombreux appels et initiatives lancés par plusieurs associations pour la prise en charge des victimes, la décontamination des sites des déchets radioactifs et la restitution des archives sanitaires et techniques. Bien que cette demande figurait dans le rapport soumis par l'historien français, Benjamin Stora au président français, Emmanuel Macron, en 2021, la France officielle continue de faire la sourde oreille à cette revendication qui constitue un enjeu central dans ses relations avec l'Algérie.

R.N.

La Fondation du 8 mai 1945 appelle la France à assumer sa pleine responsabilité

Le président de la Fondation du 8 mai 1945, Abdelhamid Salakdji, appelle la France à assumer la pleine responsabilité quant aux conséquences des explosions nucléaires qu'elle a effectuées, durant la période coloniale, dans le sud de l'Algérie. Le président de la Fondation du 8 mai 1945, qui milite, sans relâche, depuis des années, pour la reconnaissance, par la France, de ses crimes en Algérie, tient d'abord à situer le contexte historique entourant les premières explosions atomiques sur le sol algérien. «La France, quelque part humiliée par l'Allemagne nazie, dont les troupes avaient envahi la capitale Paris, le 14 juin 1940, presque sans résistance, décide de se doter de l'ar-

me nucléaire pour se hisser au diapason des puissances de l'époque, notamment les États-Unis d'Amérique, l'Union soviétique et le Royaume-Uni», a déclaré à l'APS le président de la Fondation du 8 mai 1945. Il a ajouté qu'en «décidant, sous la présidence du général De Gaulle, d'effectuer ses premiers essais nucléaires, la France porta, naturellement, son choix sur le sol algérien qu'elle occupait, spoliait sans vergogne et administrait, en faisant fi des conséquences que cela pouvait avoir sur les populations autochtones, dépossédées de leurs terres». Le président de la Fondation du 8 Mai 1945 insiste sur le fait que les Algériens étaient, alors, considérés comme des «sous-

citoyens» privés de leurs droits les plus élémentaires, et dont le sort constituait le dernier des soucis du général de Gaulle, tout comme en mai 1945 lorsque ses troupes avaient massacré, dans le moindre état d'âme, des dizaines de milliers d'Algériens dont le seul tort était d'avoir «osé clamer leur soif de liberté». Des «sous-citoyens» qui ne devaient pas broncher aux 4 explosions nucléaires effectuées par la France en surface, dans la région de Reggane, et que l'on affubla des noms de code de «Gerboise bleue» le 13 février 1960, de «Gerboise blanche» le 1^{er} avril 1960, de «Gerboise rouge» le 27 décembre 1960 et de «Gerboise verte» le 25 avril 1961.

R.N.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'expertise algérienne reconnue à l'échelle internationale

En Afrique et dans le monde, l'Algérie a réitéré lundi devant le Conseil de sécurité de l'ONU sa pleine disposition à la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le fléau planétaire qu'est devenu le terrorisme.

Merouane Korso

Cette position, déjà connue d'Alger, a été d'ailleurs saluée par les Nations unies en janvier dernier. Cette fois-ci, toujours à New York et plus précisément dans les trévées des Nations unies, lors d'une séance au Conseil de sécurité sur les risques terroristes menaçant la paix et la sécurité internationales, Toufik Koudri, représentant de la mission permanente de l'Algérie auprès des Nations unies, a réitéré l'engagement de l'Algérie à mettre en œuvre la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sur ce dossier chaud. L'Algérie, a-t-il dit, «est disposée à partager son expérience et à poursuivre le développement de solutions glo-

bales alliant mesures de sécurité et stratégies de prévention». Il a ainsi rappelé que «lors de sa présidence du Conseil de sécurité, l'Algérie a pris l'initiative le 21 janvier dernier d'organiser une réunion de haut niveau sur la lutte antiterroriste en Afrique pour tirer la sonnette d'alarme sur la situation critique résultant de la propagation du terrorisme en Afrique». Il a ensuite expliqué que la réunion du 21 janvier dernier «a été une étape importante par rapport à notre approche collective face à cette menace», en témoigne, a-t-il ajouté, «la déclaration présidentielle adoptée par le Conseil de sécurité, reconnaissant le dispositif institutionnel de lutte contre le terrorisme de l'Union africaine (UA) et la nomination du Champion de l'UA». Lors de cette réunion de haut niveau, le Conseil de sécurité des Nations

unies avait consacré, rappelle-t-on, le rôle majeur et pivot de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, son éradication et le retour à la paix et au développement sur le continent. Cet effort permanent et continu des instances de l'Union africaine dans la lutte antiterroriste a valu à l'Algérie et au président de la République M. Abdelmadjid Tebboune d'être consacrés par le conseil de sécurité de l'ONU comme le champion africain de la lutte contre le terrorisme. Un débat général de haut niveau au Conseil de sécurité de l'ONU sur «les moyens de renforcer le leadership africain dans la lutte contre le terrorisme sur le continent», tenu le 21 janvier 2025 sous la présidence du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à

l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a amené le Conseil de sécurité des Nations Unies à adopter une déclaration présidentielle, initiée par l'Algérie et mettant en exergue l'architecture institutionnelle de la lutte contre le terrorisme en Afrique. On se rappelle que «cette déclaration du Conseil de sécurité a marqué une évolution importante en consacrant, pour la première fois, la reconnaissance au plus haut niveau international du rôle de champion de l'Union africaine pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, dévolu au président de la République Abdelmadjid Tebboune, qui a été choisi par ses pairs africains pour assumer cette responsabilité qui pèse lourdement sur notre continent compte tenu de ses répercussions désastreuses et complexes», avait alors expli-

qué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Lundi à New York, M. Koudri a mis en relief que l'importance de la rencontre de lundi sur la lutte contre le terrorisme aux Nations unies «se manifestait par la demande du secrétaire général de l'ONU de mises à jour annuelles sur les efforts conjoints entre l'UA et l'ONU, ce qui traduit la reconnaissance par la communauté internationale de la nécessité impérieuse de remédier à la situation et des réponses de l'Afrique». «L'importance de cette réunion, tenue à la demande de l'Algérie, se traduit également par les résultats figurant dans le rapport du SG de l'ONU, objet de la réunion aujourd'hui, lequel dresse «un tableau extrêmement préoccupant concernant les menaces terroristes, notamment en Afrique, reflétant clairement cette réalité». «La lutte contre le terrorisme en Afrique, particulièrement, dans la région du Sahel se fait en affrontant des groupes lourdement armés adoptant des stratégies militaires développées, outre les moyens de financement de plus en plus complexes des groupes terroristes (...) impliquant des méthodes traditionnelles, comme le crime organisé, le trafic de drogues, la migration clandestine, la traite des êtres humains, les enlèvements contre rançons, les nouvelles technologies, ainsi que les innovations financières», a expliqué le diplomate algérien selon lequel «ceci renforce l'importance des principes de l'Algérie adoptés récemment par la Commission de lutte contre le terrorisme pour le traitement de ces défis».

M.K.

TOUFIK KOUDRI LE RAPPELLE :

Le terrorisme se nourrit de l'instabilité politique et de la marginalisation sociale

Par ailleurs, le diplomate algérien a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coordination entre les États membres, les organisations régionales et onusiennes pour lutter contre ce fléau, avant de relever l'évolution des menaces terroristes, dont celles relatives aux nouvelles technologies, les moyens de financement développés, qui exigent le renforcement de la coopération internationale dans le traitement des causes radicales. Pour illustrer l'adaptation du terrorisme aux nouvelles contingences politiques, économiques et technologiques, le diplomate algérien a rappelé le rapport du SG de l'ONU qui démontre comment les groupes terroristes exploitent le sous-développement, l'instabilité politique ainsi que la marginalisation sociale. «Il est essentiel que notre réponse associe mesures sécuritaires et initiatives de

développement, en se focalisant particulièrement sur la création des opportunités pour toutes les catégories de la société», a expliqué M. Koudri. En outre, il a averti que «l'emploi croissant des technologies avancées par les groupes terroristes exige une réponse internationale coordonnée, à même d'empêcher cette stratégie terroriste, tout en assurant le respect de la loi». «Partant de l'expérience de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme», a-t-il dit, «les efforts ne pourront aboutir qu'à travers la force institutionnelle, la réponse globale, l'unité, la résilience et la détermination nationale». Lors du débat initié par l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU le 21 janvier 2025 sur la lutte contre le terrorisme, le ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines Ahemd Attaf avait souligné, rappel-

le-t-on, que «la trajectoire actuelle du terrorisme en Afrique est insoutenable» et insisté sur «la nécessité d'une nouvelle approche alliant sécurité et développement et sur le leadership africain fort soutenu par des partenariats internationaux efficaces». Cette vision s'est concrétisée dans cette déclaration présidentielle qui articule de manière soutenue les dimensions sécuritaires et développementales. Et comme mesure pratique pour maintenir cette question importante au cœur du débat, ce document important du Conseil de sécurité demande au secrétaire général de l'ONU de présenter des rapports annuels sur les efforts conjoints de l'Union africaine et des Nations unies dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, en établissant un mécanisme de suivi régulier sans précédent.

M.K.

SAÏD CHANEGRIHA LE SOULIGNE :

«Les défis sécuritaires nous imposent de consolider la coopération multilatérale»

Au septième jour de sa visite officielle en République de l'Inde, le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, a participé, hier, au conclave des ministres de la Défense 2025, intitulé «Construire la résilience à travers la défense internationale et l'engagement mondial». Cette rencontre évoque une thématique d'importance majeure. Elle traduit la ferme volonté de la République de l'Inde de consolider ses relations avec ses amis et ses partenaires. Elle constitue également une opportunité pour le dialogue et l'échange de points de vue et de visions prospectives sur des sujets ayant trait à la sécurité mondiale. À cette occasion, Saïd Chanegriha a fait une intervention affirmant que les défis sécuritaires auxquels fait face le monde d'aujourd'hui nous imposent à tous de renforcer la coopération multilatérale et de conjuguer les efforts, afin de bâtir un monde plus sûr, plus stable et plus prospère. Et de poursuivre : «Je suis convaincu que les défis sécuritaires auxquels fait face le monde

actuel nous imposent de consolider la coopération multilatérale et de conjuguer nos efforts pour contribuer à asseoir les valeurs de paix, de développement durable, et de bâtir un monde plus sûr, plus stable et plus prospère.» Le général d'armée s'est entretenu avec le général d'armée Anil Chauhan, chef d'état-major de la Défense indienne. Cette deuxième rencontre entre les Hauts-commandements des deux pays témoigne de l'intérêt mutuel pour le renforcement des relations bilatérales et l'élargissement des domaines de coopération. En cette occasion, le général d'armée a exprimé à son homologue indien sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé durant cette visite, affirmant qu'elle constitue une occasion pour asseoir une coopération militaire entre les deux pays. De son côté, Anil Chauhan a exprimé sa joie d'avoir rencontré Saïd Chanegriha, faisant part de son optimisme quant à l'aboutissement de ces échanges à des résultats concrets traduisant les liens indéfectibles entre les deux pays. Lundi, au 6^e jour de sa visite officielle

en Inde, le général d'armée a assisté à la cérémonie d'ouverture du salon «Aero India», organisé au niveau de la base aérienne de «Yelahanka» à Bangalore, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. À cette occasion, il a suivi l'exécution de figures aériennes réalisées par les forces aériennes indiennes et certaines délégations militaires participantes à ce salon, et ce, en présence du ministre indien de la Défense et d'importants invités de divers pays du monde», ajoute le communiqué. Lors de ces démonstrations, le général d'Armée a fait part à son homologue indien de sa «grande appréciation du haut niveau des exhibitions exécutées», saluant «le succès de cet événement, qui constitue une opportunité pour l'échange d'expériences et une occasion pour s'enquérir des dernières innovations dans le domaine de l'aéronautique militaire et la défense aérienne». En marge de ce salon, le général d'Armée a tenu des discussions avec le commandant des Forces terrestres indiennes, le général de Corps d'Armée Upendra Dwivedi, au cours

desquelles le Général d'Armée a réitéré «la disposition de l'Algérie à raffermir ses relations militaires avec des États amis», tout en saluant «la qualité de la coopération avec l'Inde». De son côté, le général de corps d'armée Upendra Dwivedi a fait part du «souhait de son pays d'approfondir les relations en matière de défense avec l'Algérie, au service des intérêts communs des deux pays et de la consolidation de la sécurité et de la paix internationales». Le général d'Armée a visité «les différents stands des grandes entreprises spécialisées dans l'aviation militaire et la défense aérienne, où il s'est enquis des dernières innovations et a écouté des explications détaillées sur les technologies employées», souligne le communiqué. Lors de sa participation à l'ouverture du salon, le général d'armée «a suivi, avec la délégation qui l'accompagne, un défilé aérien composé des derniers avions de chasse multi-rôles, dotés de techniques de furtivité et de radars intelligents, à l'instar des avions de chasse russes Sukhoï 57 et américains F 35», conclut le communiqué.

Y.B.

L'ALGÉRIE, LE NIGERIA ET LE NIGER ACCÉLÈRENT LE MOUVEMENT

Le Gazoduc transsaharien verra bientôt le jour

C'est une avancée qui pourrait marquer un tournant décisif dans le projet du gazoduc transsaharien (TSGP). L'Algérie, le Nigeria et le Niger ont signé hier à Alger plusieurs accords pour accélérer la réalisation de cette infrastructure énergétique stratégique, qui doit s'étendre sur plus de 4 128 kilomètres et transporter jusqu'à 30 milliards de mètres cubes de gaz par an vers l'Europe.

Aïda Mouni

En présence des ministres de l'Énergie des 3 pays (Mohamed Arkab pour l'Algérie, Ekperikpe Ekpo pour le Nigeria et Sahabi Oumarou pour le Niger), les délégations ont paraphé 3 documents clés, un contrat de mise à jour de l'étude de faisabilité, un contrat de compensation et un accord de confidentialité et de non-divulgateur (NDA). L'objectif est clair, faire avancer un projet lancé dès 2009, resté depuis dans les limbes faute de financements et d'un cadre politique stabilisé. Mais cette fois, Alger semble bien décidée à faire bouger les lignes. Le TSGP représente bien plus qu'un simple pipeline. Il incarne l'ambition des trois pays de s'imposer comme un acteur clé du marché gazier mondial, en

valorisant les immenses réserves africaines plutôt que de laisser d'autres puissances en tirer profit. «Ce projet ne se limite pas à une infrastructure. Il incarne une vision stratégique pour l'Afrique, un pont entre notre continent et le reste du monde», a martelé Mohamed Arkab lors de la réunion ministérielle. Le tracé prévoit une traversée du Nigeria sur 1 037 km, puis du Niger sur 841 km, avant de rejoindre l'Algérie sur 2 310 km, où il se connectera aux infrastructures existantes de Sonatrach pour exporter le gaz vers la Méditerranée et l'Europe. Le défi est de taille, sécuriser des zones sahéliennes instables, attirer des investissements étrangers massifs et garantir une rentabilité économique sur le long terme. Mais pour Alger, l'équation est claire : avec la crise

énergétique européenne et la volonté de Bruxelles de diversifier ses approvisionnements après la rupture avec Moscou, le moment est propice.

SONATRACH EN PREMIÈRE LIGNE

L'Algérie, qui dispose déjà d'un réseau de transport par pipeline de 22 000 km, entend jouer un rôle central dans la concrétisation du projet. Sonatrach, fer de lance de l'industrie gazière nationale, mettra à profit son expertise et ses infrastructures pour accélérer les travaux. Le PDG du groupe, Rachid Hachichi, était d'ailleurs présent aux côtés des premiers responsables de la Nigerian National Petroleum Company (NNPC) et de la Société nigérienne des produits pétroliers (Sonipet). Leur mission : affiner les études techniques et financières pour lever les derniers obstacles. Sur le plan diplomatique, l'Algérie joue gros. En prenant la tête du projet, elle renforce son influence sur le continent et se positionne en «pivot» énergétique régional. Une manière aussi de peser face aux nouveaux acteurs comme la Chine, qui investit massivement dans le secteur gazier africain. Mais au-delà des ambitions économiques, le projet soulève une question cruciale, celle de la

sécurité. La région sahélienne, marquée par la présence de groupes armés et terroristes, reste une zone à haut risque. Mohamed Arkab a insisté sur la nécessité d'un dispositif de protection renforcé le long du tracé, afin d'assurer la viabilité du projet. «Nous devons garantir un environnement sûr et attractif pour les investisseurs et nos partenaires», a-t-il souligné, appelant à une coordination militaire et sécuritaire accrue entre les trois États. Au-delà de son volet stratégique, le TSGP promet «également» des retombées économiques majeures pour les pays traversés. Lors de la phase de construction, le projet devrait générer des milliers d'emplois directs et indirects, favorisant le développement local et l'industrialisation. À terme, le pipeline ne servira pas uniquement à exporter du gaz vers l'Europe, mais aussi à alimenter les marchés africains, en renforçant les réseaux énergétiques locaux. «Nous devons exploiter notre gaz pour développer notre continent avant de penser à l'exportation», a insisté le ministre nigérien Ekperikpe Ekpo. L'intégration de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables dans le projet est également évoquée. Un signal fort dans un monde en pleine transition énergétique, où l'Afrique

cherche à ne plus être uniquement une fournisseuse de matières premières brutes, mais aussi une puissance industrielle et technologique. Pour Sahabi Oumarou, ministre nigérien du Pétrole, cette réunion est un «tournant» historique. «Je félicite l'Algérie d'avoir réussi à réunir autour d'une table nos trois pays frères. Cela montre que, malgré les divergences, nous avons un avenir et un intérêt commun», a-t-il déclaré. Même satisfaction du côté nigérien : «Ce projet va voir le jour. Nous avons avancé et nous allons le concrétiser», a assuré Ekperikpe Ekpo. L'Algérie semble donc déterminée à mener à bien ce chantier d'envergure. Mais les promesses devront rapidement être suivies d'actes concrets, financements, études détaillées, appels d'offres... Le succès du TSGP dépendra de la capacité des trois pays à transformer l'essai et à convaincre investisseurs et partenaires internationaux. L'histoire de ce gazoduc est encore loin d'être écrite. Mais une chose est sûre, avec la flambée de la demande énergétique et la recomposition du marché mondial du gaz, le moment ou jamais est venu pour l'Afrique de reprendre en main son destin énergétique.

A. M.

Le chef de l'État reçoit les ministres de l'énergie du Niger et du Nigeria

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier le ministre d'État des Ressources pétrolières de la République fédérale du Nigeria, Ekperikpe Ekpo, et le ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou. La rencontre s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, et du président directeur général (PDG) de Sonatrach, Rachid Hachichi, indique un communiqué de la Présidence de la République.

TRUMP MAINTIEN SON PROJET DE DÉPLACEMENT DES GAZAOUIS

L'accord de cessez-le-feu sérieusement menacé

Boualem B.

Le président américain Donald Trump maintient son projet insensé de déplacement de la population de Gaza. Avec ce projet, il entend carrément étouffer la question palestinienne. En expliquant son projet, qui a séduit le Premier ministre sioniste Benjamin Netanyahu, il a révélé lundi que les Palestiniens qu'il déplacera de la bande de Gaza n'auront pas le droit d'y revenir. «Non, ils ne reviendront pas parce qu'ils auront de bien meilleurs logements», a déclaré Donald Trump à Fox News, ajoutant : «En d'autres termes, je parle de construire un lieu permanent pour eux». Il a fait remarquer qu'il ne serait pas possible de vivre dans la bande de Gaza pendant des années. Dévoilant son plan, Trump a déclaré : «Nous allons construire des communautés sûres pour accueillir 1,8 million de personnes. Nous ferons de Gaza un beau morceau de terre», a-t-il ajouté, faisant référence aux éventuels

projets de reconstruction qu'il rêve de lancer une fois qu'il fera main basse sur Gaza. Trump a poursuivi : «Je peux passer un accord avec la Jordanie et l'Égypte au sujet de Gaza parce qu'ils nous soutirent des milliards de dollars.» Renforcé par les projets gazaouis de Trump, Benjamin Netanyahu a déclaré que Tel-Aviv et l'administration américaine avaient «une seule perspective sur les questions essentielles au Moyen-Orient». Il a ajouté : «Trump a offert une vision révolutionnaire pour le jour d'après à Gaza. La vision de Trump empêche la création d'un État palestinien à Gaza et je dis qu'il ne peut y avoir d'État palestinien du tout», a souligné Netanyahu. Il a noté que sa récente rencontre avec le président américain était «sans précédent depuis mes entretiens à Washington depuis 20 ans». Dans le même cadre, le président américain a menacé de couper l'aide aux deux pays, déclarant : «Je pourrais couper l'aide à la Jordanie et à l'Égypte s'ils n'accueillent pas de réfugiés.» Il a réitéré

ses affirmations selon lesquelles la Jordanie accueillerait des Palestiniens, malgré le refus catégorique d'Amman de le faire, en déclarant : «Je pense que la Jordanie accueillera des réfugiés : les habitants de Gaza veulent partir si nous leur fournissons un endroit convenable, et je pense qu'il y a des pays qui peuvent le faire». À noter que l'Égypte et la Jordanie ont catégoriquement rejeté les déclarations de Trump, soulignant que la seule façon de résoudre la crise est la solution des deux États. Il y a quelques jours, le président Abdel Fattah al-Sissi a souligné que le déplacement de la population de la bande de Gaza était «une injustice à laquelle l'Égypte ne participera pas», exprimant ainsi son profond rejet de cette mesure. Par ailleurs, Trump a menacé d'annuler l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Gaza si les prisonniers israéliens n'étaient pas libérés, fixant la date limite à samedi après-midi. «Si tous les otages ne sont pas renvoyés de Gaza avant samedi midi, je demanderai l'annulation

du cessez-le-feu», a-t-il déclaré, réitérant ses précédentes menaces d'ouvrir «les portes de l'enfer si les prisonniers ne sont pas libérés», ajoutant : «Le Hamas découvrira ce que je veux dire par cette menace». Il a indiqué qu'il pourrait s'entretenir avec Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, au sujet d'une date limite fixée au samedi, ajoutant : «Pour moi, après 12 heures le samedi, je pense que le cessez-le-feu devrait prendre fin». «Nous ne pouvons pas attendre tous les samedis que deux ou trois otages sortent de Gaza», a-t-il ajouté, précisant qu'il avait vu «l'état des otages qui sont sortis samedi dernier et qui étaient dans une situation sanitaire difficile, et nous ne pouvons pas attendre plus longtemps». Les déclarations de Trump sur Gaza ont, comme on pouvait s'y attendre, suscité de vives réactions dans les milieux politiques régionaux et internationaux. De nombreux pays s'opposent à la possibilité d'une domination américaine sur Gaza et au déplacement des Palestiniens qui y résident. Les pays de la Ligue arabe tentent de réorienter le débat vers la solution à deux États. Le prochain sommet arabe d'urgence, qui se tiendra au Caire à la fin du mois, va traiter de cette question et va nous montrer si la Ligue arabe, qui compte dans ses rangs des pays normalisés, va réellement prendre des décisions courageuses pour stopper les projets américano-sionistes ou se contenter d'un communiqué de dénonciation.

B. B.

APPORTANT SON PLEIN SOUTIEN À L'ARABIE SAOUDITE

L'Algérie dénonce les déclarations du Premier ministre israélien

Dans un communiqué rendu public lundi, le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté algérienne à l'étranger et des Affaires africaines a condamné fermement les propos abjects du chef du gouvernement de l'occupation israélienne relatifs à l'Arabie saoudite. «L'Algérie exprime sa ferme condamnation et son rejet catégorique des déclarations du chef du gouvernement de l'occupant israélien à l'encontre du

Royaume d'Arabie saoudite, frère de la nation, concernant le déplacement du peuple palestinien en dehors de ses terres et la constitution de son État sur les terres du Royaume». Le communiqué ajoute que «face à ces déclarations abjectes, l'Algérie affirme son soutien indéfectible au Royaume d'Arabie saoudite et sa solidarité contre toute atteinte à sa souveraineté et à son intégrité territoriale».

R. N.

Nouveaux détails concernant le concours de recrutement à Algérie Poste



Algérie Poste a annoncé hier, mardi, dans un communiqué, qu'il ne reste que 6 jours avant la fin de la période d'inscription au concours de recrutement. Elle a appelé les personnes souhaitant postuler à remplir le formulaire de candidature via le lien suivant : <https://careers.poste.dz> Dans un avis important, Algérie Poste a confirmé que la fonctionnalité « Modifier ma candidature » a été ajoutée au site Web, permettant aux candidats la possibilité de modifier et de corriger les informations de leur candidature, à l'exception du CV de cette fonctionnalité. Pour rappel, Algérie Poste a annoncé le 25 janvier le lancement d'un concours de recrutement à l'échelle nationale, visant à pourvoir 498 postes d'emploi. Ce processus de recrutement repose sur des principes d'égalité et de transparence. L'inscription au concours est ouverte à toute personne intéressée à rejoindre l'entreprise, en fonction des profils recherchés et des besoins spécifiques d'Algérie Poste, conformément aux procédures de

recrutement en vigueur. Les profils recherchés sont les suivants : 413 Chargés de clientèle, 3 opérateurs postaux, 30 facteurs, 37 chauffeurs poids lourd et 15 chauffeurs de direction. Algérie Poste précise que le recrutement se fera en fonction des besoins spécifiques de chaque wilaya, selon les plans approuvés par la direction des ressources humaines, et conformément à la législation en vigueur, qui inclut l'obligation de coordination efficace avec les agences locales de l'emploi. Ainsi, l'établissement Algérie Poste informe les personnes intéressées à postuler qu'elles sont invitées à s'inscrire dans les agences locales de l'emploi de leurs wilayas ou à soumettre leurs candidatures via la plateforme électronique "Emploitic" dédiée au recrutement. Algérie Poste réaffirme son engagement à offrir des opportunités égales et équitables à tous les citoyens remplissant les conditions requises, en garantissant transparence et efficacité à toutes les étapes du processus de sélection.

Jamjoom Pharma offre une garantie pour son projet en Algérie

Le Saoudien «Jamjoom Pharma» a annoncé que sa joint-venture en Algérie, Jamjoom Algérie, a renouvelé un accord de facilités bancaires à court terme conforme à la charia avec Al Salam Algérie, d'un montant de 55,3 millions de riyals, ajoutant qu'elle a fourni une garantie à la banque conformément à la loi algérienne, et proportionnellement à la part de la société dans la joint-venture.

La société a déclaré dans un communiqué publié hier, mardi, sur le site Internet de la holding, "Saudi Tadawul", que pour soutenir l'émission de ces facilités, elle a fourni une garantie à la banque conformément à la loi algérienne et proportionnellement à la part de la société dans le projet commun, et la société garantira un montant de 980 millions de dinars algériens, soit environ 27,1 millions de riyals. La société a déclaré que l'objectif des facilités ban-



caires est de financer les besoins en fonds de roulement à court terme. Elle a ajouté que la précédente garantie signée en faveur de la banque, selon l'annonce datée du 22 novembre 2023, d'un montant de 666,4 millions de dinars algériens, équivalent à 18,5 millions de riyals saoudiens, n'est plus valable. Jamjoom Pharma est spé-

cialisée dans la fabrication de gouttes pour les yeux, de médicaments dermatologiques, digestifs et respiratoires, d'antibiotiques, d'analgésiques et de médicaments pour le cœur. Elle vise à se développer dans les médicaments contre le diabète et le système nerveux et propose des médicaments de qualité à des prix compétitifs.

CTO FORUM Algeria : du 17 au 19 février à Alger

CTO FORUM Algeria, le rendez-vous des principaux acteurs IT, se tiendra du 17 au 19 février à Alger. Ce forum a pour vocation d'être la vitrine des technologies les plus innovantes mises à disposition des entreprises et des professionnels du secteur. L'objectif est de privilégier le B2B entre top décideurs et exposants.

CTO FORUM Algeria permettra de prospecter le marché. Il favorisera les échanges directs avec les acteurs IT dans les secteurs public et privé.

Un outil sera mis à la disposition des participants dans le cadre du forum pour concrétiser ces échanges. Exposants et top décideurs pourront ainsi planifier leurs rendez-vous B2B avant l'évènement. En exposant, vous bénéficiez d'une audience professionnelle de qualité et bien ciblée. CTO FORUM Algeria constitue enfin une opportunité de bâtir de nouvelles relations et d'entreprendre des partenariats dans le domaine des TIC.

CTO FORUM Algeria est l'évènement incontournable pour les décideurs IT. Visiter le Forum donne la possibilité d'avoir des informations sur les dernières tendances et nouveautés du secteur. Il permet d'avoir une large sélection de solutions IT, d'effectuer une veille technologique, de donner lieu à des échanges professionnels, dont des rendez-vous B2B planifiés à l'avance.

CTO Forum Algeria Permet bien évidemment de rencontrer les futurs potentiels partenaires.

Les prix du café flambent, alimentant la panique sur le marché

Les contrats à terme sur le café à New York ont bondi de plus de 6 % lundi sur la bourse ICE, atteignant un sommet historique au-delà de 4,30 dollars la livre, selon le site Zonebourse. La tension sur l'offre et les craintes d'une pénurie ont provoqué une véritable fièvre sur le marché, selon plusieurs acteurs du secteur.

Pour la treizième séance consécutive, les contrats à terme sur le café arabica ont atteint un nouveau record. Un climat anormalement chaud et sec qui s'installe au-dessus des principales régions caféières du Brésil inquiète les investisseurs, d'autant que les producteurs brésiliens, premiers fournisseurs mondiaux, rechignent à vendre leurs stocks.

"La panique s'est enfin installée, et les prix vont continuer à grimper", prévient Bob Fish, cofondateur de la franchise

Biggby Coffee, qui exploite 350 magasins aux États-Unis. Selon lui, seuls deux facteurs pourraient freiner cette hausse. Soit une récolte exceptionnelle au Brésil et au Vietnam, qui ne serait pas attendue avant août 2026. Soit une chute massive de la demande, provoquée par la flambée des prix dans les pays consommateurs. Dans ce contexte, Fish recommande aux coffee shops d'augmenter leurs prix pour éviter de voir leurs marges s'effondrer.

Les contrats à terme sur le café, référence mondiale pour la fixation des prix, ont atteint un pic de 4,2410 dollars la livre avant de clôturer en hausse de 6,2 %, à 4,211 dollars. Le contrat au comptant, qui expire en mars, a brièvement atteint 4,3195 dollars. Depuis le début de l'année, les prix ont bondi de 35 %, après une envolée de 70 % en 2023.

Cours de l'or : le lingot d'1kg dépasse 90 000 € !

C'est peu de dire que le métal jaune brille de mille feux en ce début d'année 2025. Après avoir allègrement franchi la barre symbolique des 2000 dollars l'once, l'or s'est envolé jusqu'à 2882 dollars, son plus haut niveau depuis plusieurs années. Le cours de l'or enchaîne les records : le 10 février, en séance, il a atteint un plus haut à 2909

dollars l'once, se rapprochant ainsi rapidement de la barrière symbolique des 3000 dollars. En euro, le cours a atteint en journée un nouveau record historique à 2819 euros l'once, dépassant pour la première fois les 90 000 euros le kilo, selon le site Gold. Après une envolée de 8,17 % en janvier, le métal jaune poursuit sur sa lancée avec une appré-

ciation de près de 3,9 % en février, ce qui porte la performance 2025 à plus de 12 % en euros. Sur un an, l'appréciation du cours dépasse même 50 %. Le feuilleton continue autour de la guerre commerciale et des droits de douane voulus par Donald Trump. Au cours du week-end, le président américain a en effet annoncé vouloir taxer les importa-

tions d'acier et d'aluminium à hauteur de 25 %, quel que soit son pays d'origine. Cela touche principalement le Canada et le Mexique, pays avec lesquels Trump avait pourtant annoncé avoir trouvé un accord la semaine dernière pour justifier le report d'une taxe de 25 % sur toutes les importations. Bref, c'est l'incertitude complète.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@l'expressquotidien.dz

www.l'expressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@l'expressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

FOURNITURE DE SERVICES LOGISTIQUES

Salama Assurances s'associe à Yalidine El Djazair

Ce partenariat illustre la « volonté commune des deux entités d'optimiser leurs synergies et de proposer des solutions innovantes et performantes dans leurs domaines respectifs ». En associant l'expertise logistique à des services d'assurance de qualité, il jette les bases d'une coopération durable au service de leurs clients et partenaires.

La SPA Yalidine El Djazair Service choisit Salama Assurances, une compagnie d'assurance « TAKAFUL » en Algérie, pour la signature, aujourd'hui, de deux contrats stratégiques, indique un communiqué parvenu à notre rédaction. Cela marquera une étape importante pour les deux partenaires. La cérémonie de signature va se dérouler au siège de Salama Assurances à Said Hamdine. Elle sera présidée par Mohamed Benarbia, directeur général de Salama Assurances, et Djamel Eddine Toumiat, directeur marketing et relations publiques de Yalidine El Djazair Service. Selon le communiqué, le premier contrat concerne la fourniture de services logistiques par Yalidine El Djazair Service, notamment en ce qui a trait à la distribution de courrier et de colis, pour le compte de Salama Assurances et de son réseau d'agents généraux. Le second accord porte sur la couverture assuran-

tielle destinée à l'ensemble des filiales et du personnel de Yalidine, garantissant ainsi une protection renforcée de ses ressources matérielles et immatérielles. Cette collaboration illustre, comme souligné dans le communiqué, la volonté commune des deux entités d'optimiser leurs synergies et de proposer des solutions innovantes et performantes dans leurs domaines respectifs. Il y est ajouté : en associant l'expertise logistique à des services d'assurance de qualité, ce partenariat jette les bases d'une coopération durable au service de leurs clients et partenaires. Leader du courrier express en Algérie, la SPA Yalidine El Djazair Service se distingue par sa maîtrise de la distribution de courrier (contrats, chèques, cahiers des charges), de la livraison de colis liés à l'e-commerce, du transport de marchandises ainsi que par ses activités de stockage et d'emballage. D'après les don-



nées de l'ARPCE, le Groupe détient plus de 70 % de parts de marché dans ce secteur. Fort de huit filiales, d'un effectif de 3 500 employés directs, et disposant de plus de 700 véhicules de transport, de 350 motos, de quatre hubs et de six centres de tri, Yalidine opère à travers un réseau de 160 agences nationales, assurant ainsi une livraison quotidienne de plus de 30

000 colis. Le Groupe se distingue également par la triple certification obtenue en 2023 : ISO 9001-2015, ISO 14001-2015, et ISO 45001-2018, attestant de son engagement en faveur de la qualité, de l'environnement et de la santé-sécurité au travail. Salama Assurances, seule compagnie d'assurance "TAKAFUL" sur le marché algérien Salama Assurances est

un acteur de l'assurance dommages en Algérie depuis l'année 2000. La 1^{re} compagnie Takaful sur le marché algérien fait partie d'un groupe international coté à Dubaï. Elle se distingue par la rapidité de ses indemnités, une offre innovante et un réseau de conseillers spécialisés, garantissant ainsi une expérience client de qualité.

R.N

Rebiga reçoit les secrétaires généraux des organisations de la famille révolutionnaire

Le ministre des Moudjahidine et des ayants droit, Laid Rebiga, a reçu, lundi à Alger, les secrétaires généraux des organisations nationales dans le cadre de l'action complémentaire et coordonnée des rencontres périodiques qu'il tient avec la famille révolutionnaire.

Il s'agit du secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Hamza Laoufi, du secrétaire général de l'Organisation nationale des

enfants de chouhada (ONEC), Khelifa Smati, et du secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de moudjahidine (ONEM), Khalfa Mbarek.

La rencontre a permis de passer en revue les préparatifs à la commémoration du 65^e anniversaire des explosions nucléaires françaises dans le Sahara algérien, prévue dans la wilaya d'Adrar, jeudi 13 février, où une conférence internationale sera organisée avec la partici-

pation d'experts étrangers, en sus des préparatifs à la célébration de la Journée nationale de la Mémoire (8 mai) à Constantine.

Il a également été question de discuter des dispositions de l'avant-projet de loi organique fixant les conditions et modalités de création des associations. À cette occasion, le ministre a écouté les propositions des secrétaires généraux des trois organisations, ayant porté dans leur

ensemble sur "la spécificité des organisations de la famille révolutionnaire et leur caractère symbolique".

Au terme de la rencontre, M. Rebiga a mis en avant "l'importance" de la coordination continue et la poursuite de l'action "participative" entre le secteur des Moudjahidine et ces organisations, en vue de "préserver la mémoire nationale et de lutter contre toutes les campagnes qui visent l'Algérie".

DRAME À TLEMCEN

Le monoxyde de carbone anéantit une famille de 4 personnes

Quatre personnes d'une même famille sont décédées au monoxyde de carbone. Cela s'est passé hier dans la wilaya de Tlemcen, selon un communiqué de la protection civile. Celle-ci y souligne que ses agents sont intervenus à 14 h 40 au lieu-dit Ouled Abbas, dans la commune de Djebala, daïra de Nedroma, expliquant que le monoxyde de carbone, à l'origine du drame, émanait du chauffage. L'accident a entraîné la mort de 4 personnes (2 hommes et 2 femmes) âgées de 33 à 67 ans. Les dépouilles mortelles ont été évacuées au service de conservation mortuaire de l'hôpital.

Nouveau programme de traitement gratuit pour des enfants malades du cancer

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé hier, un nouveau programme visant à traiter gratuitement des milliers d'enfants malades du cancer dans des pays à revenu faible et intermédiaire, avec l'objectif d'augmenter les taux de survie. "Pendant trop longtemps, des enfants souffrant du cancer ont manqué de médicaments qui sauvent des vies", a indiqué le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, cité par des médias. Selon un communiqué de l'OMS, relayé par les médias, les

pays de la phase pilote vont recevoir gratuitement un flux ininterrompu de médicaments contre le cancer infantile dont la qualité sera assurée. Près de 5.000 enfants devraient pouvoir bénéficier de cette campagne en 2025, dans au moins 30 hôpitaux dans six pays. Il s'agit de la Mongolie et de l'Ouzbékistan qui seront les premiers à être livrés, avant l'Équateur, la Jordanie, le Népal et la Zambie, autres participants à l'étape-test, selon l'agence sanitaire onusienne. L'organisation espère compter 50 parti-

cipants dans les cinq à sept ans, pour environ 120.000 enfants bénéficiaires. Les taux de survie aux cancers infantiles sont souvent en dessous des 30 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (classification basée sur le revenu national brut par habitant), déplore l'OMS, alors que dans les pays à revenu élevé, ils sont d'environ 80 %. Quelque 400.000 enfants développent un cancer tous les ans, la plupart avec un accès limité aux ressources médicales, selon l'OMS.

PROJET DE L'UNITÉ D'AUTOGREFFE DU CHU D'ORAN

Les travaux de réalisation en voie de finalisation

Les travaux de réalisation de l'unité d'autogreffe au CHU d'Oran, deuxième du genre au niveau de la région ouest après celle de l'EHU d'Oran, sont dans leur phase de finalisation, ces travaux ayant atteint les 90 %, a indiqué le chef de service d'hématologie, Pr Messaoudi Reda. Cette unité contribuera à la prise en charge des malades souffrant de différentes maladies du sang, notamment les leucémies, ce qui réduira le transfert

vers le centre du pays de ces malades, a-t-il expliqué. Cette unité est composée de 9 lits d'isolement, d'une sous-unité de collecte cytophérique de cellules souches hématopoïétiques pour la conservation de ces cellules et d'une autre sous-unité pour l'irradiation des produits sanguins, a-t-il fait savoir. "L'unité d'autogreffe a été également équipée d'un PACS de radiologie, qui a un système de gestion électronique des

images médicales avec des fonctions d'archivage, de stockage et de communication rapide", a-t-il expliqué. S'agissant de l'équipe qui se chargera de cette unité, le Pr Messaoudi a fait savoir que certains spécialistes sont déjà formés, alors que d'autres sont en cours de formation au niveau de l'unité de l'EHU d'Oran pour pouvoir commencer les autogreffes, dès que la structure sera finalisée.

ELLE LE FAIT AVEC PLUSIEURS ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

Sonatrach crée de multiples partenariats

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, hier, une délégation du groupe énergétique italien Enel Global Trading, conduite par son directeur, M. Claudio Macchetti. Les deux parties ont discuté essentiellement des moyens d'élargir la relation commerciale historique entre les deux compagnies et examiné les possibilités d'ouvrir de nouvelles pistes de partenariat dans la chaîne de valeur des hydrocarbures.

Claudio Macchetti a salué la qualité des relations entre l'Algérie et l'Italie en général et plus particulièrement entre ces deux entreprises qui entretiennent une relation commerciale solide basée sur des contrats à long terme pour la vente et l'achat de gaz naturel, destiné aux marchés italien et espagnol. De son côté, Rachid Hachichi a évoqué le rôle de Sonatrach en tant que fournisseur majeur de gaz naturel dans la région européenne et méditerranéenne, puisque ses approvisionnements s'étendent jusqu'aux pays d'Europe centrale, ce qui renforce son rôle de fournisseur de gaz sûr et fiable. Enel est une entreprise spécialisée dans la commercialisation des produits énergétiques sur les marchés mondiaux, qui est cliente de Sonatrach à travers des contrats à long terme avec Sonatrach depuis 1991. Par ailleurs, Sonatrach explore de nouveaux horizons avec Bosch et ThyssenKrupp. Son prési-

dent-directeur général a reçu des délégations de haut niveau des deux entreprises allemandes. Lors de ces rencontres tenues au siège de Sonatrach, les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération, en particulier dans les domaines de la transition énergétique et de l'hydrogène vert, comme l'indique un communiqué du Groupe. Lors de l'entretien avec Bosch, Markus Thill, président de Bosch Africa, a présenté les ambitions de son entreprise en Afrique, soulignant l'importance stratégique de l'Algérie et son potentiel en énergies renouvelables. Il a également mis en avant l'expertise de Bosch dans la maintenance industrielle et la fabrication d'électrolyseurs, essentiels pour la production d'hydrogène vert. Rachid Hachichi a, quant à lui, souligné les atouts naturels et humains de l'Algérie, qui ont permis à Sonatrach de nouer des partenariats avec des leaders mondiaux. Il a invité les représentants de



Bosch à organiser des réunions avec des experts de Sonatrach pour explorer les opportunités de collaboration, notamment dans la fabrication locale d'électrolyseurs. Lors de la rencontre avec ThyssenKrupp, dirigée par Nadja Hakansson, les deux parties ont discuté des moyens de renforcer leur coopération, en

mettant l'accent sur des solutions technologiques innovantes dans les secteurs manufacturiers et de la transition énergétique. ThyssenKrupp, reconnue pour son expertise en décarbonation et en technologies propres, a également abordé les perspectives de développement des relations bilatérales

et des investissements communs. Ces échanges s'inscrivent dans la démarche continue de Sonatrach visant à établir des partenariats internationaux et à développer des solutions innovantes face aux évolutions du secteur de l'énergie et des industries manufacturières.

R. E.

Signature d'une convention entre Biopharm et l'Université de Tizi ouzou

Inès B.

«Un jalon essentiel dans le développement de la coopération scientifique et technologique». C'est avec ces mots que s'est exprimé le laboratoire Biopharm sur la signature d'une convention avec l'université de Tizi Ouzou. «En marge de la remise des diplômes de la promotion 2018-2024 des docteurs en pharmacie, les Laboratoires Biopharm ont signé une convention de partenariat avec l'université de Tizi Ouzou», indique Biopharm sur sa page officielle Facebook. Pour le laboratoire, cette collaboration ouvre de nouvelles perspectives pour les étudiants et chercheurs de cette université autour de plusieurs axes clés : l'immersion en milieu industriel des étudiants stagiaires, le développement de masters professionnalisants répondant aux besoins de l'industrie pharmaceutique et la promotion de l'innovation pharmaceutique par la création d'équipes mixtes de recherche. Par cette signature, Biopharm réaffirme ses ambitions de développement de l'industrie pharmaceutique et surtout sa confiance dans les compétences universitaires algériennes. En fait, l'intérêt porté par ce laboratoire aux compétences des universités algériennes ne date pas d'aujourd'hui. Le 18 novembre 2024, à l'occasion de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, Biopharm et l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene - USTHB réaffirment leur engagement commun en renouvelant leur convention «cadre de partenariat». Ce partenariat, qui s'inscrit dans une dynamique de promotion de la recherche, de l'innovation et de la formation dans le domaine de l'industrie pharmaceutique,

vise à renforcer les liens entre le monde académique et le secteur socio-économique. En 2023, il y a eu la signature de l'Accord-cadre de partenariat avec l'université de Bouira. La même année, Biopharm a signé une convention de collaboration avec l'école supérieure des sciences et technologies (ESST). Notons que l'ESST est une école supérieure à caractère privé qui a été fondée en 2019 sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique par un collectif de professeurs et de maîtres de conférences reconnus. Par la signature de cette seconde convention de partenariat cette année, Biopharm réaffirme ainsi sa volonté de proximité avec la communauté scientifique et uni-

versitaire, mais également ses ambitions de développement de l'industrie pharmaceutique et surtout sa confiance dans les compétences algériennes. Aussi, l'université Saâd-Dahlab Blida 1 a renouvelé, le 04 juillet 2021, la convention-cadre de partenariat avec le groupe pharmaceutique Biopharm. L'ancienne convention entre les deux parties, signée en 2018, arrivait à terme, portait exclusivement sur des aspects très restreints tels que la prise en charge de stages de pratique des étudiants en fin de cycle. L'actuelle convention-cadre vise plus précisément la mutualisation des efforts de recherche entre les deux entités et la création d'une sorte de brainstorming des idées de projets de recherche innovants, pratiques et

utiles à la société. Il faut reconnaître que depuis un certain nombre d'années, plusieurs publications confirment la place prépondérante qu'occupe le Groupe Biopharm tant à l'échelle nationale que continentale. Cette reconnaissance atteste de la performance continue du Groupe Biopharm, exprimée par la qualité et la diversité de ses produits. Grâce à l'utilisation d'équipements à la pointe de la technologie répondant aux bonnes pratiques de fabrication (BPF), son engagement envers l'excellence opérationnelle est d'une part solidement ancré dans sa démarche qualité, et d'autre part attesté par ses certifications ISO 9001 :2015, ISO 14 001, ANSM, ISO 15197 :2013.

I. B.

Ramadan : le Groupe Agrodiv décide de réduire ses prix dans les marchés de proximité

La société holding Agro-industries (Agrodiv) et ses filiales lanceront, le 15 février, la vente de leurs produits au niveau des marchés de proximité avec des réductions allant jusqu'à 15 %, dans le cadre de leurs efforts visant à garantir l'approvisionnement en produits de base à des prix abordables pendant le mois de ramadan, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie. Cette initiative intervient dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, émises lors de la réunion tenue au siège du ministère sur les préparatifs du mois de ramadan, avec les responsables de la société holding agro-industries (Agrodiv), toutes filiales confondues, et la société holding Madar, à travers sa filia-

le spécialisée dans l'agroalimentaire. Lors de cette rencontre, les deux groupes ont présenté les programmes d'approvisionnement, les mesures et les derniers préparatifs pour le mois de Ramadhan, chacun dans son domaine de compétence, afin d'assurer la disponibilité des produits de large consommation pendant le mois sacré, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors des réunions du Conseil des ministres, sur la nécessité d'assurer la disponibilité des produits sur les marchés et de lutter contre la spéculation. Dans ce sens, M. Ghrieb a insisté sur l'importance de respecter le programme établi en termes de délais d'approvisionnement et de qualité, afin de garan-

tir une distribution continue des produits de large consommation à des prix accessibles et adaptés au pouvoir d'achat du citoyen, précise le communiqué. Le ministre a également estimé nécessaire «de renforcer la présence d'Agrodiv au niveau des marchés de proximité», soulignant que ce groupe public «commencera, à partir du 15 février, à commercialiser ses produits dans 167 marchés de proximité, avec des réductions allant jusqu'à 15 %, en sus de ses 420 points de vente et des grandes surfaces où il est déjà présent». Il a, en outre, souligné l'importance de renforcer les actions sociales du Groupe pour promouvoir les valeurs de solidarité et d'entraide à l'occasion du mois sacré, conclut le communiqué.

HIDAOUI L'A ANNONCÉ À BLIDA

Création de fonds économiques privés

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a annoncé que le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) va prochainement mettre en place des fonds économiques destinés à la diversification du soutien assuré aux projets des jeunes".

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui a révélé, lundi à partir de Blida, la création prochaine de Fonds économiques privés pour le financement et la diversification du soutien assuré aux projets portés par les jeunes. Dans une déclaration à la presse en marge du lancement, à l'université Ali Lounici de Blida, de la 2e édition du Forum national de l'emploi et de l'entrepreneuriat qui s'étalera sur deux jours, M. Hidaoui a indiqué que dans le cadre de l'amélioration de l'écosystème entrepreneurial en Algérie, le " Conseil du renouveau économique algérien (CREA) va prochainement mettre en place des fonds économiques destinés à la diversification du soutien assuré aux projets des jeunes". L'annonce de cette procédure se fera dans le cadre d'un atelier spécial qui sera organisé prochainement par le CSJ et auquel participeront le CREA et plusieurs secteurs concernés, a-t-il ajouté. M. Hidaoui a souligné que l'Etat algérien a créé plusieurs fonds de financement pour les jeunes, toutefois, vu le nombre important des projets, il est devenu impératif de rechercher et de diversifier les sources et les mécanismes de financement. Ces nouvelles sources de financements se concrétiseront bientôt à travers la création de fonds privés dans différentes régions du pays. Ces fonds constitueront "un facteur de soutien pour nos jeunes et permettront d'améliorer l'écosystème entrepreneurial dans notre pays", a noté M. Hidaoui. Il a aussi insisté sur la nécessité de relever le nombre des jeunes ayant intégré le monde de l'entrepreneuriat, à travers l'exploitation de toutes les opportunités et moyens disponibles en vue d'atteindre les objectifs du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la création de 450.000 emplois et 20.000 start-up à l'horizon 2029. Présent à l'ouverture



de ce forum, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah a affirmé la détermination de son département à améliorer le climat entrepreneurial en vue de la création de start-up orientées vers la mondialisation et œuvrant pour une forte contribution à l'économie nationale "grâce à la fédération des efforts des différents secteurs". Il a ajouté que l'Algérie, classée 2e en Afrique en matière de création de start-up, "est déterminée à se hisser au rang d'économie pionnière dans le continent africain et en méditerranée, d'autant plus que le pays dispose d'un important potentiel de jeunes". Pour sa part, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, également présent à l'ouverture de cette rencontre nationale organisée par la Commission de l'emploi, de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de l'économie de la connaissance, a souligné que son secteur est un

"intermédiaire important entre les jeunes et les partenaires économiques qui proposent des offres d'emplois". Il a exposé, à l'occasion, les différentes mesures incitatives que son secteur offre aux jeunes. M. Bentaleb a révélé que son département a déboursé 28,2 milliards de DA au cours des cinq dernières années sous forme d'incitations financières (réduction du taux de souscription pour les auto-entrepreneurs) ayant permis aux jeunes de créer plus de 155.000 micro-entreprises qui ont contribué de manière significative à la résorption du chômage. Le représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ahmed Mir, qui a aussi assisté à la séance d'ouverture du forum, a exposé les différentes mesures incitatives décidées par l'Etat au profit des étudiants porteurs de projets et autres mécanismes mis en place pour les accompagner dans la création de leurs start-up et micro-entreprises. Des mesures

qui se sont traduites par la création de 9.500 start-up durant ces dernières années et qui illustrent, selon lui, d'un environnement favorable à l'investissement. Pour sa part, le directeur général du CREA, Ali Oumellal, s'est félicité de l'organisation de ce forum national, qui "permettra l'amélioration de la culture entrepreneuriale chez les jeunes", soulignant l'attachement du CREA à améliorer le climat de l'emploi et de l'entrepreneuriat par la création de fonds d'appui au financement des projets des jeunes. Cette rencontre nationale, marquée par la présence de plus de 200 participants issus de différentes wilayas et dont les travaux se sont poursuivis en ateliers fermés, vise l'engagement de discussions approfondies sur les défis auxquels font face les jeunes en matière d'emploi et de création de start-up et des opportunités qui leur sont offertes. Les recommandations issues de cette rencontre seront transmises aux autorités concernées.

SÉTIF 52 EXPOSANTS À L'OUVERTURE DU 2E SALON NATIONAL DE LA NUTRITION DE LA VOLAILLE ET DU BÉTAIL

La deuxième édition du Salon national de la nutrition de la volaille et du bétail s'est ouverte lundi à Sétif avec la participation de 52 exposants venus de plusieurs wilayas du pays. Cette manifestation de trois jours regroupe des exposants et opérateurs des secteurs public et privé, venus de 15 wilayas du pays, a indiqué à l'APS, Hamza Benmekhlouf, secrétaire général de la chambre locale de l'agriculture organisatrice du Salon, en marge de la cérémonie d'ouverture présidée par le wali de Sétif, Mustapha Limani. L'objectif du Salon est de rapprocher les aviculteurs des différentes intervenants de la filière pour échanger leurs expériences et découvrir les plus récentes innovations et techniques de ce domaine d'activité, selon la même source. La manifestation est une occasion pour les opérateurs d'exposer leurs produits et passer des marchés et accords de partenariat pour le développement de la production et de la formation et pour la promotion du secteur, ont affirmé nombre de participants.

PUBLICITÉ



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة السكن، العمران و المدينة

ديوان الترقية و التسيير العقاري لولاية ادرار
رقم التعريف الجبائي: 097601010022454

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des articles 39,46,49 et 56 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et des articles 44, 65, 73 et 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et délégations de service publics. L'office de promotion et de gestion immobilière de la Wilaya d'Adrar Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert N° : 02/2025 relatif à la Réalisation des Travaux de VRD : assainissement, AEP, aménagement extérieur, éclairage public et raccordement en énergie électrique des 500 logements publics locatifs Individuels type F3 à EL KOUTB EL HADARI ELHAFIDH EL SAGHIR commune d'ADRAR du Programme complémentaire Inscrit au titre de l'année 2024, publié dans les deux quotidiens nationaux « L'EXPRESS » du 22 /01/2025 et « المشوار السياسي » du 22 /01/2025, Qu'a l'issue des travaux de la commission d'ouverture et d'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement à :

Attributaire Provisoire	Note totale	Délai	Montant de soumission en TTC (DA)	Montant après correction en TTC (DA)	Critère de Choix
Cocontractant : EURL KA CONSTRUCTION Gérant (khobzaoui abderrazak) N° d'identification Fiscale 001716101259864	23.00	06 mois	149 449 355.00	135 354 023.27	Moins disant

Les autres soumissionnaire, sont invités s'ils le souhaitent, à se rapprocher des services de l'Office de promotion et de gestion immobilière de la Wilaya d'Adrar dans un délai de trois (03) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, afin de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financière.

Les soumissionnaires peuvent déposer leur recours au niveau de commission des marchés compétente dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Par ailleurs cet avis d'attribution provisoire tient lieu de convocations à l'entreprise pour se rapprocher des services de l'office afin de procéder à la signature de leurs marchés.

CONNEXION AVEC LA NATURE

«Les écoles vertes» aident les enfants à surmonter la saturation des écrans

L'exposition excessive aux écrans, un fléau qui menace la santé mentale, psychologique et physique des enfants. De nombreux spécialistes alertent sur une utilisation abusive des écrans. Les scanners cérébraux montrent même que les enfants rivés à leurs écrans subissent un amincissement prématuré du cortex préfrontal, le centre de contrôle du cerveau pour le contrôle des impulsions, l'attention, la régulation des émotions et la prise de décision.

Trop de temps devant les écrans transforme le cerveau des enfants, augmente leur anxiété et diminue leurs capacités d'attention. Dans un rapport publié récemment, l'UNESCO met en garde contre une utilisation excessive d'écrans de téléphones ou d'ordinateurs chez les enfants qui peut être nuisible pour leur développement mental et physique. «Les heures interminables passées devant les appareils sont en train de réécrire discrètement le schéma de l'enfance, en remodelant la façon dont les jeunes pensent, interagissent, se développent et découvrent le monde. Aujourd'hui, les jeunes âgés de 8 à 18 ans passent entre 5 et 9 heures devant des écrans, mais moins de 10 minutes par jour à jouer dans la nature. Résultat ? Des taux croissants d'anxiété, d'insatisfaction à l'égard de leur image de soi, des capacités d'attention réduites, une baisse de la créativité et des nuits sans sommeil. Les scanners cérébraux montrent même que les enfants rivés à leurs écrans subissent un amincissement prématuré du cortex préfrontal, le centre de contrôle du cerveau pour le contrôle des impulsions, l'attention, la régulation des émotions et la prise de décision», alerte l'UNESCO. Les avantages de la technologie sont indéniables : c'est un outil d'éducation, de connexion et d'innovation. Cependant, l'omniprésence des appareils a un coût. L'essence même de l'enfance, la curiosité, l'exploration et la connexion, est en train d'être fragmentée par des algorithmes et des appareils conçus pour voler l'attention des enfants, les empêchant ainsi de faire l'expérience du monde désordonné et sauvage qui les entoure. Or, le rôle de



la nature dans le développement des enfants est primordial. Face à la surexposition des enfants aux écrans, l'UNESCO met en avant une initiative éducative innovante, appelée «les écoles de la forêt». Selon l'agence onusienne, «la beauté non filtrée du monde naturel offre quelque chose qu'aucun appareil ne peut reproduire. Des études montrent régulièrement que le temps passé dans la nature améliore la santé mentale, réduit le stress et renforce la concentration, la résilience et l'empathie». La nature recalibre littéralement le cerveau, offrant un antidote bien nécessaire à l'effervescence incessante de l'ère numérique. Les enfants qui grimpent aux arbres, explorent les parcs

et se salissent les mains, redécouvrent leur capacité à penser de manière créative, à résoudre des problèmes et à relever des défis. Plus profondément, la nature aide les enfants à se reconnecter à eux-mêmes, aux autres et au monde vivant. L'école forestière est l'un des mouvements qui contribuent à cette reconnexion. Les écoles de la forêt reposent sur une idée simple mais radicale : la meilleure salle de classe n'a pas de murs. Ici, c'est la nature qui enseigne. L'école forestière n'est peut-être nulle part plus essentielle que dans les environnements urbains, où les jeunes sont souvent entourés de béton, de bruit et du bourdonnement de la vie moderne. Cette

approche repose sur la méthode Miyawaki pour aider la nature à prospérer dans les environnements urbains. Mise au point dans les années 1970 par le botaniste japonais Akira Miyawaki, la méthode Miyawaki est une technique qui consiste à sélectionner soigneusement des plantes indigènes pour créer des poches de biodiversité denses et à croissance rapide dans les espaces urbains, qui imitent les écosystèmes forestiers naturels. Le concept Miyawaki remonte aux années 1970, lorsque le botaniste japonais Akira Miyawaki a constaté le déclin des forêts dans tout le Japon. Pourtant, au milieu de cette détresse écologique, il a remarqué des poches résistantes de forêt primaire autour des temples et des sanctuaires. Inspiré par ces merveilles de la nature, il a mis au point la méthode Miyawaki, qui consiste à planter des mini-forêts à travers le Japon et l'Asie du Sud-Est. Mais le processus ne s'arrête pas à la plantation. Chaque mois, les enfants mesurent la croissance des plantes, surveillent la santé du sol et la température de l'air, et recueillent des données sur la diversité des espèces au sein de leur forêt. Ils ne se contentent pas d'observer les changements, ils les créent. Ce faisant, ils acquièrent des compétences qui vont bien au-delà de la cour de récréation : collaboration, résolution de problèmes et profond respect pour le monde naturel. De nombreuses études ont démontré l'importance de limiter le temps d'écran, en permettant aux enfants de se connecter avec la nature qui demeure un haut lieu d'apprentissage, d'émerveillement et de liberté. **A.B**

REPRÉSENTANT LES WILAYAS DE SIDI BEL ABBÈS ET DE LAGHOUAT

Mouloudji reçoit des parlementaires

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji a reçu, lundi au siège du ministère, les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant les wilayas de Sidi Bel Abbès et de Laghouat, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre «des rencontres tenues par la ministre avec les membres des deux chambres du Parlement, dans le cadre de la consécration du principe de l'action participative et de l'établissement des bases de la coopération étroite avec les représentants du peuple», précise-t-on de même

source. A cette occasion, Mme Mouloudji a affirmé son engagement constant à «être à l'écoute des préoccupations du citoyen à travers ses représentants au parlement, à œuvrer à accompagner les attentes des catégories prises en charge par le secteur, et à répondre aux préoccupations soulevées, en vue d'améliorer la qualité des services fournis aux différentes catégories au sein des institutions spécialisées placées sous la tutelle du ministère».

Cette rencontre «a permis de passer en revue les dispositifs et programmes du secteur destinés à la prise en charge des catégories ciblées, notamment ceux rela-

tifs aux établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés au profit des personnes aux besoins spécifiques ainsi que les mécanismes de soutien à l'insertion professionnelle de cette catégorie». La rencontre a abordé également «les programmes de promotion de la femme visant à réaliser son autonomisation économique et lui assurer la protection sociale, outre la prise en charge des personnes âgées au sein des établissements spécialisés et les dispositifs de leur réintégration sociale à travers la médiation familiale dans les wilayas». Les préoccupations soulevées par les députés ont porté essentiellement sur

«la prise en charge des personnes à besoins spécifiques, l'implication des associations actives dans le domaine, le renforcement des programmes du ministère au niveau local, outre la formulation de propositions visant à optimiser les services et programmes du secteur de la solidarité nationale», ajoute la même source.

A cette occasion, la ministre a exprimé sa disposition à «trouver les solutions adéquates aux préoccupations soulevées par les députés dans les plus brefs délais, et instruit les cadres centraux de prendre les mesures nécessaires en informant des actions entreprises», conclut le com-

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

25 morts et 1245 blessés en une semaine

Vingt-cinq (25) personnes sont décédées et 1245 autres ont été blessées dans 1085 accidents de la circulation survenus durant la période du 2 au 8 février à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 3 morts et 130 blessés, suite à 132 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la

Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 482 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (91 incendies), Blida (31) et Oran (24). Durant la même période, les éléments de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 508 personnes en situation de danger et exécuté 5191 opérations d'assistance diverses, ajoute la même source.

APN

Journée d'étude sur le cancer en Algérie

Une journée d'étude sur «le cancer en Algérie : état et perspectives de prise en charge» a été organisée hier par l'Assemblée populaire nationale (APN), au cours de laquelle les meilleures stratégies pour l'amélioration de la prise en charge médicale, psychologique et sociale du patient seront évoquées, indique dimanche un communiqué de la chambre basse du Parlement. La journée d'étude intervient dans le cadre des efforts visant à mettre en lumière les défis sanitaires actuels et à examiner les meilleurs moyens de prise en charge des patients, précise le communiqué. Elle se veut également

une opportunité d'échange d'expertises entre les différents acteurs dans le domaine sanitaire pour formuler des recommandations pertinentes à même de relever ce défi sanitaire important.

La journée d'étude a été également marquée par des interventions de médecins et d'experts sur les récentes statistiques sur la propagation de cette maladie, ainsi que sur les défis auxquels fait face le secteur sanitaire dans sa lutte, outre les meilleures stratégies pour l'amélioration de la prise en charge médicale, psychologique et sociale des patients, conclut le communiqué.

GUATEMALA

Au moins 55 morts dans l'un des pires accidents de bus des 10 dernières années

L'autocar transportait 75 personnes lorsqu'il s'est écrasé lundi dernier en contrebas d'une route, au nord de la ville de Guatemala. Le président guatémaltèque Bernardo Arévalo a exprimé dans un communiqué sa solidarité avec les familles des victimes et décrété un "deuil national".



2015 au Brésil, 54 passagers ont été tués lorsque leur autocar est tombé dans un précipice dans une zone touristique du sud du pays. L'autocar, qui effectuait le trajet depuis San Agustín Acasaguastlan, dans le département d'El Progreso, à une centaine de kilomètres de la ville de Guatemala, a chuté en

contrebas du pont de Belize, le principal pont pour entrer dans la capitale par sa partie nord et nord-est. Une enquête a été ouverte sur les circonstances de l'accident, mais selon les premiers éléments le chauffeur aurait perdu le contrôle de son véhicule, heurté plusieurs voitures avant de s'abîmer en

contrebas, sur le toit. "Le bus continue tout droit, traverse une barrière métallique et tombe dans un ravin d'environ 20 mètres jusqu'à atteindre l'endroit où se trouve une rivière d'eaux usées", a expliqué un autre pompier, Carlos Hernandez.

Le président guatémaltèque Bernardo Arévalo a exprimé dans un communiqué sa solidarité avec les familles des victimes et décrété un "deuil national". "Aujourd'hui est un jour difficile pour la famille guatémaltèque. La tragédie du pont de Belize est une douleur nationale", a-t-il écrit. Le ministre des Communications, Miguel Ángel Díaz, a indiqué que l'autocar était en service depuis plus de 30 ans, mais détenait une licence de transport en vigueur. L'enquête devra également déterminer si le véhicule transportait plus de passagers que sa capacité autorisée, a-t-il ajouté.

Au moins 55 personnes sont mortes lundi dans un accident d'autocar, avec 75 personnes à bord, tombé en contrebas d'un pont à l'entrée nord de la ville de Guatemala, un des pires bilan de ces 10 dernières années en Amérique latine, région très accidentogène. Le bilan s'est aggravé après la mort de deux personnes à l'hôpital des suites de leurs blessures. Un dernier corps a été extrait de la carcasse de l'autobus dont la partie avant est immergée dans le cours d'eau passant sous le pont. Il s'agit de celui du chauffeur, selon le coordinateur des situations d'urgence de la capitale, Héctor

Flores. Une morgue a été improvisée dans une salle communautaire d'un quartier proche du lieu de l'accident, où plusieurs membres des familles de victimes se sont rendus. Les blessés, plusieurs dans un état grave, ont été transportés dans des hôpitaux de la capitale.

Un premier bilan avait fait état de 31 morts et d'une dizaine de blessés graves transportés à l'hôpital. Selon les images de l'AFP, l'autocar en contrebas de la route s'est écrasé sur le toit.

En janvier 2018, 52 personnes avaient trouvé la mort au Pérou dans un accident d'autocar qui avait chuté dans une falaise d'une centaine de mètres. En

VENEZUELA

Deux avions aux Etats-Unis pour rapatrier 190 migrants vénézuéliens

Caracas a envoyé deux avions aux Etats-Unis pour rapatrier des migrants vénézuéliens, a annoncé, lundi 10 février, le ministère des affaires étrangères vénézuélien dans un communiqué, dix jours après la visite de l'émissaire spécial de Donald Trump dans la capitale vénézuélienne. Les deux appareils ont atterri à l'aéroport de Maiquetia, au nord de Caracas, lundi soir. Le ministre de l'intérieur vénézuélien, Diosdado Cabello, a précisé que chaque appareil transportait 95 Vénézuéliens. « Nous avons fait un pas favorable, positif », s'est félicité à la télévision le président vénézuélien, Nicolas

Maduro, qui souhaite « bâtir » des relations de « respect, de communication et de compréhension » avec les Etats-Unis. « Reprise des vols vers le Venezuela d'étrangers en situation irrégulière », avait pour sa part annoncé la Maison Blanche peu avant sur X, avec une photo de migrants embarquant sous forte surveillance policière dans un avion de la compagnie nationale vénézuélienne Conviasa. Investi en janvier pour un deuxième mandat de quatre ans, M. Trump a promis de mener la plus grande campagne d'expulsions de l'histoire des Etats-Unis, promettant de renvoyer des

millions de migrants sans papiers, dont une grande partie viennent d'Amérique latine. Le 31 janvier, un émissaire spécial de Donald Trump, Richard Grenell, avait rencontré le président vénézuélien, Nicolas Maduro, dans la capitale vénézuélienne, avec pour mission d'exiger que Caracas accepte le retour « inconditionnel » des Vénézuéliens expulsés des Etats-Unis – y compris les membres du Tren de Aragua –, et d'obtenir la libération des « otages » américains détenus au Venezuela. Il était reparti avec six Américains libérés, et le président Trump avait ensuite assuré avoir obtenu

satisfaction sur le premier point.

Donald Trump a retiré le statut de protection temporaire contre l'expulsion dont bénéficiaient environ 600 000 Vénézuéliens en raison de la crise économique et sécuritaire dans leur pays. Plus de 7,8 millions de Vénézuéliens ont émigré au cours de la dernière décennie, selon les Nations unies. Une partie d'entre eux se trouve aux Etats-Unis.

FACE À UNE PRESSION POLITIQUE CROISSANTE

Le président roumain annonce sa démission

Le président roumain Klaus Iohannis a annoncé, lundi, sa démission sous la pression des groupes d'opposition qui souhaitaient son éviction.

"Afin d'épargner à la Roumanie et aux citoyens roumains cette crise, cette évolution inutile et négative, je démissionne du poste de président de la Roumanie", a-t-il déclaré dans un discours télévisé,

ajoutant qu'il quitterait ses fonctions mercredi. Cette décision intervient après le dépôt par l'opposition d'une motion au Parlement visant à le destituer. "C'est une décision inutile, car dans quelques mois, je quitterai mes fonctions. C'est une décision infondée, car je n'ai jamais violé la Constitution. C'est une décision préjudiciable", a

déclaré Iohannis, 65 ans, lors de son discours. En décembre dernier, la Cour constitutionnelle roumaine a annulé le second tour de l'élection présidentielle prévu le 8 décembre. Le candidat d'extrême droite, Calin Georgescu, avait remporté le premier tour le 24 novembre, suscitant des accusations d'ingérence russe et conduisant

finalement à l'annulation de l'élection par la Cour constitutionnelle. Le premier tour du nouveau scrutin aura lieu le 4 mai. Si aucun candidat n'obtient plus de 50 % des voix, un second tour aura lieu le 18 mai. Le deuxième et dernier mandat de Iohannis a expiré le 21 décembre, mais il devait rester en poste jusqu'à ce qu'un successeur soit élu.

SOUDAN

Des milliers de personnes fuient après une attaque imputée aux FSR

Des milliers de familles soudanaises ont fui un village de l'Etat du Darfour-Nord, ont annoncé lundi les Nations unies, après une attaque attribuée aux Forces de soutien rapide (FSR). Environ 8.000 familles ont été déplacées du village de Saloma et de ses environs, au sud de la capitale de l'Etat, El-Facher, vendredi et samedi, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Les FSR ont attaqué vendredi Saloma, a déclaré Ahmed Rejal, le porte-parole d'un groupe de la société civile du Darfour, la Coordination générale des camps pour les

déplacés et les réfugiés. En conflit contre l'armée soudanaise depuis avril 2023, les FSR se sont emparés de la presque totalité du Darfour, une vaste région de l'ouest du Soudan, à l'exception d'El-Facher, assiégée depuis mai 2024. Ils ont intensifié ces dernières semaines leurs attaques contre la ville et ses environs, bombardant des camps de déplacés et affrontant les milices alliées à l'armée. A Saloma, des maisons du village ont été brûlées » lors des combats, a déclaré Rejal. Le conflit au Soudan a fait des dizaines de milliers de morts et déraciné plus de 12

millions de personnes, créant la pire crise de déplacement au monde, selon l'ONU. Au Darfour-Nord, 1,7 million d'habitants ont été déplacés et deux millions de personnes se trouvent en insécurité alimentaire extrême, toujours selon les Nations unies. La famine frappe déjà les secteurs de trois camps de déplacés proches d'Al-Facher – Zamzam, Abu Shouk et Al-Salam – et devrait s'étendre à cinq autres secteurs de cet Etat, y compris Al-Facher, d'ici mai, selon le système de classification de la sécurité alimentaire (IPC), soutenu par l'ONU.

**BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT**
**116,5 millions
d'euros alloués
à l'Ukraine**

La Banque européenne d'investissement (BEI) financera des projets sociaux en Ukraine à hauteur de 116,5 millions d'euros. C'est ce qu'a annoncé le premier ministre du pays, Denis Shmygal. « L'Ukraine et la Banque européenne d'investissement ont conclu des accords prévoyant le financement de la restauration du secteur énergétique et de l'infrastructure essentielle », a-t-il écrit sur sa chaîne Telegram à l'issue d'une réunion avec la présidente de la banque, Nadia Calvino, qui est en déplacement à Kiev.

Les 16,5 millions d'euros alloués seront notamment destinés à la restauration des infrastructures critiques et au rétablissement de l'efficacité énergétique, a précisé le premier ministre. 100 millions d'euros supplémentaires seront consacrés à la restauration des installations d'approvisionnement en eau et en chauffage ainsi qu'à la modernisation des services sociaux de base dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du logement.

Selon le cabinet des ministres ukrainien, le portefeuille de la Banque européenne d'investissement en Ukraine comprend 25 projets d'une valeur de 4,95 milliards d'euros.

COUPE D'ALGÉRIE (MISE À JOUR - 1/16ES DE FINALE)

Les Rouge et Noir continuent l'aventure en Coupe

L'USM Alger a réussi à décrocher son billet pour les 8es de finale de la Coupe d'Algérie de football en battant le NC Magra (1-0), mi-temps (0-0), lundi soir au stade du 5 juillet, en match de mise à jour des 1/16es de finale de la compétition populaire. Le but de la rencontre a été inscrit par Ismaïl Belkacemi (46') pour l'USMA, après s'être défait de la défense adverse.

Marouane A.

C'est le dixième but de ce joueur avec la formation de Soustara cette saison, ce qui lui permet de se placer comme l'un des meilleurs buteurs de la Ligue 1, même si le premier buteur n'est autre que le goléador du Paradou AC, Adil Boulbina, avec 12 buts. En 8e de finale, l'USM Alger affrontera le RC Kouba, dauphin du groupe

Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur, le dimanche 23 février au stade Benhaddad de Kouba (19h00). Ça sera un des chocs de ce tour, sachant que le RCK traverse une période faste et lutte pour l'accession en Ligue 1, en plus du fait que le match se joue sur son stade fétiche. Les Rouge et Noir qui font du championnat et de la Coupe de la CAF leurs priorités ne seraient pas contre le fait d'aller le plus loin possible en

Coupe d'Algérie et pourquoi pas la remporter, même si cela ne sera pas facile, surtout que celle-ci n'obéit à aucune logique et ne reconnaît pas le fait qu'il y a de grandes ou petites équipes. On a vu, en effet, comment des formations modestes sont arrivées à éliminer de gros bras de la Ligue 1. L'USMA est donc avertie et se doit de bien préparer sa confrontation face aux Koubéens pour espérer se qualifier et donc poursuivre son aventure dans cette épreuve populaire.

PAQUETA PRENDRE LE RELAIS FACE À L'USB

Le coach brésilien, Marcos Paqueta, désigné par la direc-

tion de l'USMA pour succéder au technicien tunisien, Nabil Maâloul, devrait donc prendre le relais lors du premier match de la phase retour que le club jouera ce vendredi face à l'US Biskra au stade El Alia de Biskra. L'ancien entraîneur du CRB, est arrivé hier à Alger où il a eu des discussions avec certains dirigeants de la formation algéroise. Contacté par le président Athmane Sahbane, Paqueta avait vite donné son accord pour prendre en main l'équipe et avait même préféré ce contact à celui du Chabab. Il devrait ensuite être présenté officiellement avant de débiter son travail sans doute ce matin. Pour ce qui est de son staff, on croit savoir

que le Brésilien optera pour Salim Sebaâ comme adjoint, après que d'autres techniciens locaux ont rejeté l'offre de l'USMA, entre autres, l'ancien coach de l'O Akbou, Mounir Zeghdoud. Pour le poste de préparateur physique, la direction usmiste avait jeté son dévolu sur Boudjenane, mais ce dernier a refusé de travailler à nouveau dans les clubs algériens, après avoir vécu une expérience décevante avec la JS Kabylie. Enfin et pour ce qui est de l'entraîneur des gardiens de but, il est prévu que l'actuel technicien à ce poste et qui a travaillé avec Maâloul, à savoir, Lyes Benhaha, sera maintenu.

M. A.

O MARSEILLE

Bennacer réagit à sa première



L'international algérien, Ismaïl Bennacer, a disputé hier son tout premier match avec l'Olympique de Marseille. Auteur d'une très bonne performance, le joueur s'est confié en zone mixte sur son premier match avec les Pho-

céens. Après les éloges de ses coéquipiers et de son entraîneur, c'est désormais au tour d'Ismaïl Bennacer de commenter sa première sortie avec l'Olympique de Marseille soldée par une victoire 2-0 face à Angers. Le joueur s'est tout d'abord exprimé sur la victoire de son équipe indiquant qu'il appréciait le style de jeu proposé : « Les trois points, c'était le plus important aujourd'hui (dimanche). C'est ce qu'on a fait, et avec la manière aussi. Je me suis régalé. Bravo à l'équipe aussi, c'est important. À nous de continuer sur cette lancée et de travailler. J'aime beaucoup ce style de jeu. J'ai beaucoup suivi cet entraîneur (Roberto De Zerbi), ce qu'il a apporté à ses équipes. C'était quelque chose qui me plaisait depuis longtemps » La bonne performance de l'international algérien, arrivé à Marseille il y a

quelques jours seulement, marque sa qualité d'adaptation. Le joueur indique cependant qu'il lui reste encore beaucoup de travail pour atteindre les attentes de son entraîneur : « En deux ou trois jours à l'entraînement, j'ai vu un petit peu ce

qu'il proposait, ce qu'il attendait plus ou moins des joueurs à mon poste. C'est une chose à laquelle je me suis un petit peu adapté et ça fait plaisir. Je suis arrivé depuis cinq jours, j'ai fait trois entraînements. C'est bien mais il y a encore beaucoup de travail. »

CYCLISME/TOUR D'ALGÉRIE 2025 (2E ÉTAPE)

Yacine Hamza signe un deuxième succès à Sétif

L'Algérien Hamza Yacine (Team Madar Pro-Cycling), s'est offert une deuxième victoire sur le Tour d'Algérie cycliste (TAC-2025), en arrachant le sprint final de la deuxième étape disputée lundi entre Constantine et Sétif sur une distance de 145,5 km. Déjà vainqueur lors de la première étape dimanche à Constantine, Hamza (27 ans) a encore une fois dominé le sprint final, franchissant la ligne d'arrivée avec un chrono de 3 heures, 28 minutes et 51 secondes, devant Maekele Milkias (équipe nationale d'Erythrée) et Mohamed Nadjib Assal (MC Alger), formant dans le désordre le même podium de la première étape. Dans une étape animée dès les premiers kilomètres, cinq coureurs ont réussi à se détacher et prendre jusqu'à une minute d'avance à l'entrée de la

ville de Chelghoum Laid, lieu du premier sprint intermédiaire à 95 km de l'arrivée. Profitant d'un moment de relâchement dans le groupe d'échappée, deux coureurs à savoir l'Algérien Nassim Saidi (Equipe nationale Elite), vainqueur du TAC 2024, et le Polonais Adam Bronakowski (Technipes Inemilia Romagna), ont pris la tête de la course sans pouvoir pour autant atteindre la ligne d'arrivée, après avoir coupé leur effort et se sont fait rejoindre par le peloton à la mi-course. Dans le final de la course, Hamza, bien lancé par ses coéquipiers, a réussi à placer son accélération au bon moment pour déposer ses concurrents et lever ses bras en signe de victoire devant une foule nombreuse et enthousiaste venue accueillir la caravane du Tour.

ELIMINATOIRES CAN 2026 DAMES

La sélection nationale en stage à Alger

La sélection féminine algérienne de football a entamé dimanche un stage de préparation à Alger en prévision des prochaines échéances officielles dont les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2026, a indiqué la Fédération algérienne (FAF). Pour ce stage, le sélectionneur de l'équipe nationale féminine, Farid Benstiti, a convoqué 25 joueuses évoluant dans le championnat national, précise la FAF sur son site officiel. Ce regroupement, qui se poursuivra jusqu'au 13 février 2025, permettra au staff technique d'évaluer les meilleures joueuses locales avant d'aborder la dernière phase de préparation en vue du premier tour des éliminatoires de la CAN 2026 face au Soudan du Sud. Pour rappel, les Vertes disputeront le match aller face au Soudan du Sud le 19 février

2025 à Juba (15h00), tandis que la manche retour se jouera le 25 février 2025 au stade Mustapha Tchaker de Blida (19h00).

En cas de qualification au deuxième et dernier tour qualificatif, les joueuses du sélectionneur national, Farid Benstiti, affronteront la coriace équipe du Cameroun, au moment où le match aller se jouera à domicile. Les deux manches se joueront entre le 20 et le 28 octobre 2025.

Les éliminatoires de la CAN féminine 2026, verront la participation de 38 équipes africaines. Six nations sont exemptées du 1er tour, il s'agit de l'Afrique du Sud, de la Zambie, du Cameroun, du Ghana, du Nigeria, et de la Côte d'Ivoire. La 15e édition de la CAN, prévue initialement en 2024, se jouera du 5 au 26 juillet 2025.

COA

L'AGE des athlètes olympiques ce jeudi

Quatre athlètes (deux messieurs et deux dames) seront élus ce jeudi après-midi à Alger, pour intégrer l'Assemblée Générale du Comité olympique et sportif algérien (COA), a appris l'APS lundi auprès des organisateurs. Vingt-trois (23) athlètes olympiques ont été conviés à assister aux travaux de cette AGE, qui se tiendra à partir de 15h30 au siège du COA, sis à Ben Aknoun, sur les hauteurs de la capitale. Il s'agit de Mohamed Ali Gouaned, Djamel Sedjati, Slimane Moula, Amine Bouanani, Salim Keddar, Oussama Khennoussi, Yasser Mohamed Tahar Triki, Hichem Bouchi-

cha, Yacine Hethat, El Hadi Laâmeuche, Billel Tabti, Abdelmalik Lahoulou, Larbi Bourrada, Tawfik Mekhloufi, Miloud Rahmani, Ali Messaoudi, Hakim Saâdi et Amine Belferane chez les messieurs. Pour ce qui est des dames, les athlètes invités à ces élections sont : Amina Bettiche, Souad Aït Salem, Loubna Benhadja, Kenza Dahmnaï et Zahara Tatar.

Deux autres assemblées générales électorales se tiendront le même jour, au siège du COA : une pour les médecins des fédérations olympiques et l'autre pour les journalistes.

HANDBALL

Kadi président de la FAHB par intérim

Le membre du bureau exécutif de la Fédération algérienne de handball, Abdelkader Kadi, vient d'être désigné par ses pairs du bureau, président par intérim, après une réunion tenue au siège de la FAHB.

En effet, et après avoir constaté que le poste du président était vacant, en raison de la démission de Karima Taleb, les membres ont désigné, à l'unanimité, Kadi pour assurer la continuité jusqu'à

l'élection d'un nouveau président et d'un nouveau bureau.

Par ailleurs, ces derniers ont pris d'autres décisions. Parmi celles-ci, la programmation de l'AG ordinaire le 28 février prochain et la tenue de l'AG électorale le jeudi 6 mars prochain. Il a été décidé aussi de lancer un appel à candidature pour les postes de DTN, DEN et sélectionneur de l'EN hommes.

M.A.

ARABIE SAOUDITE

Ronaldo prolongera avec Al-Nassr jusqu'en 2026

Cristiano Ronaldo s'est mis d'accord avec le club saoudien d'Al-Nassr pour prolonger son contrat d'une saison, jusqu'en juin 2026, selon l'AFP, qui cite une source proche du club. Les deux parties sont parvenues à un accord «mais il n'a pas encore été signé», a ajouté cette source.



«Une annonce sera faite dans les prochains jours», a-t-elle poursuivi. La star portugaise, qui a fêté ses 40 ans la semaine dernière, s'est engagée pour deux saisons et demie avec Al-Nassr fin décembre 2022, au sortir de la Coupe du monde au Qatar, devenant le premier grand nom du football à rejoindre le championnat saoudien en plein développement.

Des joueurs comme Karim Benzema ou Neymar (reparti depuis pour signer à Santos) l'ont imité. Ronaldo a disputé 90 matches sous les couleurs

d'Al-Nassr, inscrivant 82 buts et délivrant 19 passes décisives. Mais il n'a pas encore ajouté une ligne supplémentaire à son impressionnant palmarès.

Selon le classement établi par le magazine américain Forbes, il a été en 2023 le sportif le mieux payé au monde avec 132 millions d'euros, dont près de 45

millions en salaires. L'été dernier, le quintuple vainqueur du Ballon d'or avait confié son envie de finir sa carrière à Al-Nassr. «Une équipe qui me rend heureux et où je me sens bien», avait ajouté l'attaquant, passé par Manchester United, le Real Madrid et la Juventus Turin.

LA NOUVELLE (ET IMPOSANTE) STATUE DU «DON» AU TIMES SQUARE NE FAIT PAS L'UNANIMITÉ

A chacun son cadeau d'anniversaire. Le 5 février dernier, jour de ses 40 ans, Cristiano Ronaldo a eu droit à une nouvelle statue à son effigie. L'œuvre mesure 3,6m et est en bronze. Elle a été installée en plein milieu de Times Square, le célèbre quartier de New York.

Une importante foule a fait le déplacement pour découvrir la statue, réalisée par l'italien Sergio Furnari. «Cristiano Ronaldo est plus qu'un simple joueur de football, il est un symbole de persévérance, d'excellence et d'unité mondiale qui m'a inspiré pour la création de ce chef-d'œuvre», a confié l'artiste dans les colonnes du New York Post. «J'ai voulu immortaliser l'essen-

ce de Ronaldo non seulement en tant que sportif, mais aussi en tant qu'icône culturelle qui a inspiré des milliards de personnes à travers le monde.»

Al'image de la statue inaugurée en mars 2017 à l'aéroport de Madère (Portugal), moquée pour sa faible ressemblance et remplacée en catimini par un autre buste, cette représentation de CR7 ne fait pas l'unanimité. Les internautes relèvent notamment une musculature bien trop développée à leur goût.

«On dirait Superman avec un maillot du Portugal, pas Cristiano Ronaldo»; «C'est pas une statue, c'est une promo pour le prochain Marvel»; «C'est une tortue ninja?», ironisent plusieurs fans sur X.

En 2014, trois ans avant le fameux buste de Madère, une autre statue avait déjà fait couler beaucoup d'encre, notamment en raison de parties intimes particulièrement volumineuses. Ce détail est également relevé par certains au sujet de cette nouvelle représentation à Times Square. Les statues passent... mais certains détails persistent.

TURQUIE

Fenerbahçe lance une polémique avec Galatasaray

Fenerbahçe sort la sulfateuse. Une nouvelle polémique a émergé avec l'arrêt de la rencontre entre Galatasaray et l'Adana Demirspor. A la demi-heure de jeu, les visiteurs ont décidé de quitter le terrain, s'estimant lésés par l'arbitrage. Alors que le match n'est pas allé à son terme, les réactions ne se sont pas fait attendre, à commencer par le grand rival de Galatasaray, Fenerbahçe. Dans la soirée de dimanche, le Fener a dénoncé les tromperies du leader du championnat turc. «Avec vos contrats irréguliers, vos billets vendus au marché noir et vos publicités de paris illégales, vous portez préjudice à notre État et à la Fédération turque de football. Vos médias guidés et vos déclarations insincères trompent

le public. Continuez à tromper les arbitres et les fans de football avec vos footballeurs qui font des gestes trompeurs depuis des années.

Grâce à vous, il n'y a plus de confiance ni de justice. Mais le plus innocent et le plus victimisé, c'est toujours vous. Félicitations, qu'avez-vous fait au football turc?», a écrit le club d'Istanbul dans un communiqué.

VERS UNE DÉFAITE SUR TAPIS VERT DE L'ADANA?

De son côté, Galatasaray, par la voix de son directeur technique Okan Buruk, a regretté les agissements des joueurs de Demirspor. «C'est une grande perte pour le

football turc. Je ne pense pas que ce qui s'est passé ici soit innocent. Je suis triste. On essaie toujours de dénigrer le football turc. Je respecte cette décision, mais je suis triste, pour être honnête», a-t-il confié auprès de plusieurs médias turcs. S'il a voulu frapper fort en décidant de ne pas reprendre le match, l'Adana s'expose à de lourdes sanctions. En attendant de passer devant le Conseil de discipline du football professionnel (l'équivalent de la commission de la discipline de la LFP en France), le club s'expose à une défaite par forfait et à un retrait de 3 points. La saison dernière Istanbulspor avait reçu une sanction identique après que ses joueurs aient quitté le terrain face à Trabzonspor.

ITALIE

L'Inter défait la Fiorentina et menace Naples

L'Inter Milan, directement qualifié pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions, a recollé à un point de Naples au sommet de la Serie A en s'imposant 2-1 à domicile contre la Fiorentina lundi, au terme d'un match remarquablement maîtrisé.

Pour l'Inter, l'enjeu était double: effacer la claque du 3-0 infligé par le même adversaire jeudi dernier en match en retard de la 14e journée, et conserver une chance de garder son titre de champion en revenant au contact du Napoli, toujours leader de la Serie A mais ralenti dimanche par un nul à domicile contre l'Udinese. Les deux objectifs ont été atteints. L'Inter (54 pts) remet la pression sur Naples (55 pts) à trois semaines du sommet entre les deux équipes, à Naples le 2 mars. Les hommes de Filippo Inzaghi ont livré le match quasi-parfait pendant 70 minutes. Dominateurs dans la possession (plus de 70%), dans les duels, et dans les occasions de but, ils ont étouffé la

Fiorentina mais sans jamais réussir à tuer le match. Les Florentins restent sixièmes à trois points de la quatrième place qualificative pour la Ligue des champions. Lautaro Martinez a provoqué le premier but: sa reprise de la tête sur corner a rebondi sur le défenseur de la Fiorentina Marin Pongracic, à qui le but a été attribué, contre son camp (1-0, 28e).

Dans la même minute, l'attaquant international français de l'Inter Marcus Thuram a demandé à sortir, apparemment blessé après un choc avec un défenseur florentin. Contre le cours du jeu, la Fiorentina est revenue au score juste avant la pause, lorsque Rolando Mandragora a transformé un pénalty (1-1, 44e). A la reprise, l'Inter a repris sa domination, mais s'est cette fois récompensé rapidement par Marko Arnautovic de la tête (2-1, 52e). La fin de match a été plus difficile, et la Fiorentina a relevé la tête dans les 20 dernières minutes, sans parvenir à égaliser.

TUNISIE

Sami Trabelsi sélectionneur des Aigles de Carthage

Sami Trabelsi est en train de reconforter un joueur tunisien après le quart de finale perdu face au Ghana à la CAN 2012. Sami Trabelsi, figure emblématique du football tunisien, reprend les rênes des Aigles de Carthage en vue des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 et la CAN 2025.

La Fédération tunisienne a officialisé la nouvelle lundi. La Fédération tunisienne de football (FTF) a annoncé, lundi 10 février, avoir choisi l'ancien international Sami Trabelsi comme nouveau sélectionneur des Aigles de Carthage. La FTF a annoncé la nou-

velle sur sa page Facebook. L'ancien défenseur de 57 ans, qui a porté plus de 80 sélections en équipe nationale entre 1994 et 2001, a déjà dirigé les Aigles de Carthage entre 2011 et 2013. Il avait alors conduit la Tunisie à la victoire lors du CHAN 2011. Il aura pour adjoints Hamadi Daou et Mohamed Sahli. En octobre, la Fédération avait annoncé avoir résilié «à l'amiable» son contrat avec le sélectionneur tunisien Faouzi Benzarti, un des techniciens les plus réputés du pays, à la tête de l'équipe nationale depuis moins de cinq mois.

FC LENS

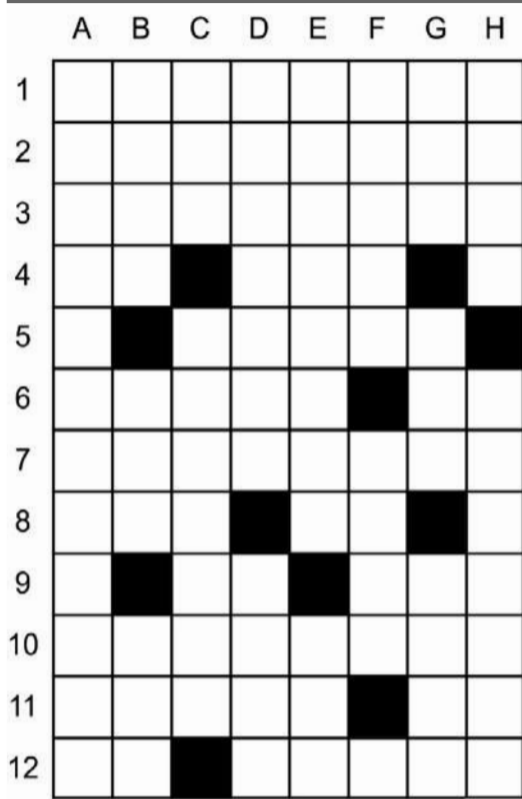
Frankowski vers Galatasaray

L'aventure de Przemyslaw Frankowski à Lens va prendre fin cet hiver. Selon les informations de RMC Sport, le club a accepté une offre de 10 millions d'euros formulée par Galatasaray. Sauf retournement de situation, le milieu de terrain va quitter le Pas-de-Calais ce lundi, trois ans et demi après son arrivée dans un relatif anonymat en provenance de Chicago à l'été 2021. Comme révélé par Foot Mercato, l'international polonais (47 sélections, 3 buts) a forcé son départ vers la Turquie.

Une nouvelle grosse vente au coeur d'un hiver très fructueux Titulaire indiscutable sous les ordres de Will Still, il a ainsi refusé de jouer lors du déplacement à Nice (2-0), samedi, renonçant également à s'entraîner avec le reste du groupe. Ses dirigeants, initialement peu enclins à transférer le joueur sous contrat jusqu'en 2028, ont finalement accepté l'idée de le laisser partir contre un joli chèque. Le milieu avait été recruté contre un peu plus de deux millions d'euros (2,3 millions, selon Transfermarkt). Il va rejoindre la Turquie, dont le marché ferme seulement mardi, soit huit jours après celui en France.

Ce départ à venir va conclure un hiver très mouvementé chez les Sang et Or qui ont laissé partir plusieurs cadres cet hiver. Abdoukadir Khusanov (20 ans) a notamment rejoint Manchester City contre près de 50 millions d'euros (record du club). Le gardien Brice Samba a, lui, été transféré à Rennes contre 14 millions d'euros et Kevin Danso a été prêté à Tottenham avec option d'achat obligatoire (à 25 millions d'euros).

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Irrecevable.
- B. Qui ne résistent pas au premier examen. Singe d'Amérique. Liquide insipide.
- C. Effet de travail manuel. Mesures anglo-saxonnes.
- D. Dur au mal. Il est ferme en attendant.
- E. Trouver la clé. Le savoir est une marque de reconnaissance.
- F. Portera préjudice. Un val ou des îles (d').
- G. Il fume au Japon. Canton. Nombre de collines entourant Rome.
- H. Maintenu contre soi. Constitue une preuve.

HORIZONTALEMENT

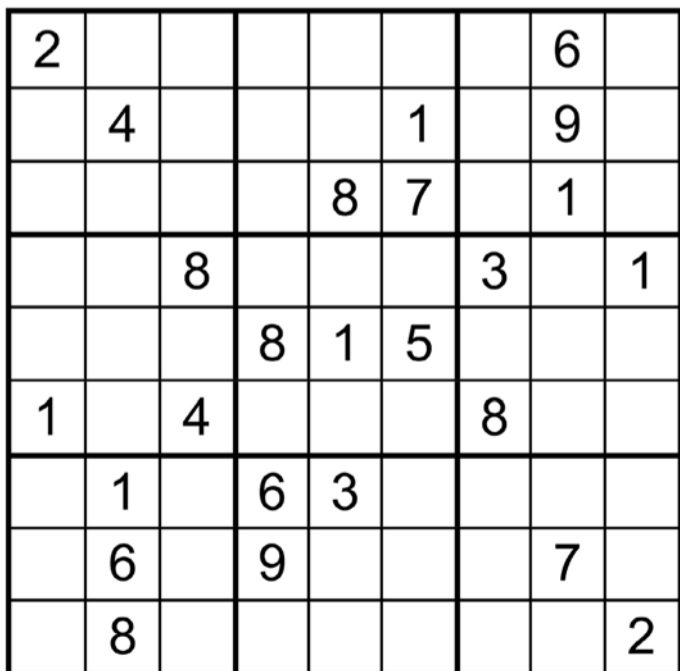
- 1. Du rose aux joues.
- 2. Nébuleuse.
- 3. Prudence de la franchise.
- 4. Une Citroën. Un futur gradé.
- 5. Petit échassier.
- 6. Grimpeur des Pyrénées. Il était beau comme un astre.
- 7. Traînerait dans la boue.
- 8. Terre à vase. L'erbium.
- 9. Précision musicale. Résine fétide venant de la férule.
- 10. Pas bien méchantes.
- 11. Disque ou rayon. Platine sans les disques.
- 12. Entortillé. Muni de pignons.

LES MOTS FLÉCHÉS

CIRCUITS MARI-TIMES	CANAL D'EAU DE MER	SIMULÉ AFIN DE TROMPER	EXPRIME ORALEMENT	ATLANTIQUE A PORNIC	ANCIENNES GROGNES
AVANCE D'ARGENT	PÈLE UNE ORANGE	COUPER EN TRANCHES FINES	IL VIENT DE L'ORGE	RADIO FM	BIZARREMENT
ACHARNEMENT					
INDIGNE		PHASE DE LA LUNE		IL VA AVEC L'OIE	
ACIDULÉE				EXPRESSION D'UNE JEUNE VOLONTÉ	LE LOUP, LE RENARD ET LA...
AIGUILLE OU DENT					NOTA BENE
					IL CHANGE CHAQUE ANNÉE
EXCLAMATIF ET IRONIQUE					
BON VOULOIR					ARTICLE À MADRID
					MADAME EN ABRÉGÉ
IL EN IMPOSAIT AUX PLUS RICHES	TELLE UNE ISSUE INÉVITABLE				
		QUI PEUT TUER	ROI À JOUER	ALLIAGES SPÉCIAUX	CONJONCTION DE COORDINATION
		DÉSAVEU	ENJAMBÉE DU PETIT POUCKET	EFFET AU TENNIS	EXISTES
PAS TRÈS SPIRITUEL	ENTRE L'HOMME ET L'ENFANT OPÉRER				
COMMERCE DE CUIR					
CADRE DE VIE					
				SYMBOLE CHIMIQUE DU CHROME	
DEUXIÈME DEGRÉ D'UNE GAMME		ATTEINTS DANS LEURS INTÉRÊTS			



SUDOKU



1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ARSENIC CENTIME COCHE COLONEL EBERLUE ECRIN EDITORIAL ENTRETIEN
 FIRME FOLIE GREEMENT LANCEE LEITMOTIV LEVEE LOYAL MIEUX NABI NOYE
 PALMERAIE PATINOIRE PEDALO PERTE PERVENCHE TUNER VERANDA VOYANCE

E	C	P	L	E	X	C	N	F	V	L	T
H	I	F	A	N	U	O	O	I	B	A	N
C	N	A	I	T	E	L	T	C	R	N	E
N	E	D	R	R	I	O	R	U	H	C	M
E	S	N	O	E	M	N	L	E	N	E	E
V	R	A	T	T	M	E	O	A	B	E	E
R	A	R	I	I	V	L	Y	I	D	E	R
E	E	E	D	E	M	O	A	O	R	E	G
P	L	V	E	N	V	E	L	P	N	E	P

SEPTIÈME ÉDITION DU FESTIVAL CULTUREL NATIONAL DES PRODUCTIONS THÉÂTRALES

Annaba, scène ouverte aux talents féminins

Le rideau se lèvera le 13 février au Théâtre régional Azzedine-Medjoubi d'Annaba pour la 7^e édition du Festival culturel national des productions théâtrales féminines. Jusqu'au 18 février, ce rendez-vous artistique mettra en compétition huit spectacles portés par des femmes, venus de différentes wilayas du pays. Une programmation qui, au-delà du concours, se veut un espace de réflexion sur la place du patrimoine dans l'art dramatique et un hommage à une grande figure du théâtre algérien.



Le festival, dirigé par l'artiste Ghania Sirouti, réunira des troupes professionnelles et des associations culturelles venues de plusieurs régions d'Algérie. Huit pièces ont été sélectionnées pour concourir aux distinctions majeures, meilleur spectacle, meilleure mise en scène, meilleure scénographie, meilleure musique et meilleures performances d'acteurs. Parmi les œuvres en compétition : Es-Sakia, les grands hommes ne meurent

pas, porté par le Théâtre régional de Souk Ahras, Rêve d'une vie, mis en scène par l'association La Scène d'Or d'Annaba, Les chiens n'aboient pas, une production de l'association culturelle Manara de Boumerdès, Cerveau d'un voleur, proposé par l'association du 4^e Art d'Alger, Visages et chaussures, création de l'association culturelle Rayan de Jijel. Un jury de spécialistes sera chargé d'évaluer ces performances. Parmi eux, le musicien et compositeur Safi

Boutella, figure incontournable de la scène culturelle algérienne. Si la compétition est au cœur de l'événement, cette 7^e édition entend aussi ouvrir des espaces d'échange et de formation. Le programme Le Café de l'après-midi, pensé comme un lieu de dialogue entre artistes et spécialistes du théâtre, abordera la question du patrimoine et de son influence sur la création dramatique contemporaine. En parallèle, des sessions de formation seront proposées

aux professionnels du spectacle vivant, avec un accent mis sur l'écriture théâtrale et la mise en scène. Une volonté affirmée de faire du festival un incubateur de talents et un moteur pour l'avenir du théâtre algérien.

Cette édition sera marquée par un hommage posthume à Nouria Kazdarli, grande dame du théâtre et du cinéma algérien, disparue en 2020. Avec plus de 300 œuvres à son actif, entre pièces de théâtre, téléfilms et longs-métrages, son nom reste indissociable de l'histoire du spectacle vivant en Algérie. Son engagement et sa carrière exemplaire continuent d'inspirer les nouvelles générations d'artistes.

Organisé en coordination avec la direction de la Culture et des Arts de la wilaya d'Annaba, le festival s'inscrit dans une volonté de valorisation du théâtre au féminin. Son slogan, «Une évaluation en toute conscience pour une créativité prometteuse et durable», témoigne d'une ambition, donner une visibilité accrue aux productions féminines, tout en interrogeant les dynamiques actuelles de la scène théâtrale algérienne.

Pendant 6 jours, Annaba vibrera donc au rythme de la créativité et de l'émotion. Un rendez-vous attendu qui confirme, une fois encore, que le théâtre algérien, porté par les femmes, n'a rien perdu de sa force et de sa pertinence.

R. C.

À ORAN

Un rendez-vous pour faire vivre la culture du livre

Depuis le 10 février, Oran vibre au rythme des lettres et des idées. Le Salon national du livre, qui se tient jusqu'au 17 février, a investi le Musée national d'art moderne et contemporain d'Oran (MaMo), tandis que la Maison de la culture

Zeddour-Brahim-Belkacem accueille un cycle de conférences d'envergure. Plus de 70 maisons d'édition, venues de tout le pays, participent à cet événement qui s'inscrit dans une dynamique nationale de promotion du livre et de la lecture. Porté par le ministère de la Culture et des Arts via l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), ce salon s'affirme comme un espace de dialogue entre éditeurs, auteurs et lecteurs. «El Bahia lit», annonce son slogan : une invitation à replacer la littérature au cœur du quotidien. L'enjeu est double, rendre le livre plus accessible et stimuler l'intérêt pour la lecture dans un pays où le marché éditorial reste fragile. Dans cette optique, les stands des maisons d'édition regorgent de nouveautés, tandis que les séances de dédicaces rythment l'événement, offrant au public l'occasion d'échanger directement avec les écrivains. Mais ce salon dépasse la simple exposition d'ouvrages. Il ambitionne d'être un véritable carrefour intellectuel, un lieu de débat où se croisent écrivains, universitaires, poètes et artistes. L'événement s'ancre dans des thématiques variées, allant du patrimoine à la mémoire nationale, en passant par les enjeux de la traduction et la place des langues dans l'édition. Parmi les conférences phares, une table ronde intitulée «La mémoire nationale dans l'Algérie nouvelle» réunira les historiens Djamel Yahiaoui, Abdelaziz Filali, Mohamed El Korso et Lahcen Zeghidi. D'autres débats interrogeront l'usage du patrimoine dans le théâtre algérien, la langue arabe, le patrimoine architectural d'Oran, ou encore les mécanismes d'accès aux aides pour la reproduction des manuscrits. La langue amazighe occupe aussi une place de choix, avec une conférence sur sa promotion à travers l'édition, illustrant l'intérêt croissant pour le plurilinguisme dans la production littéraire nationale.

Loin d'un rendez-vous strictement académique, le salon mise également sur l'interaction avec le public, notamment les plus jeunes. Un espace dédié aux enfants propose des ouvrages spécialement conçus pour eux, tandis que des ateliers de lecture et d'écriture leur permettent d'expérimenter la création littéraire.

Les personnes à besoins spécifiques ne sont pas en reste, des formations adaptées sont prévues, de même que des spectacles de théâtre interactif, pensés pour faire découvrir la littérature autrement. Le programme s'ouvre également aux arts plastiques et aux performances musicales, soulignant la porosité entre les disciplines artistiques.

L'organisation du salon s'appuie sur une collaboration étroite avec des associations culturelles oranaises telles que Jeunesse de Wahran, Athar el Abirine et Djalis el-Anam, preuve d'une volonté d'impliquer les acteurs locaux dans la dynamique du livre.

Au-delà de l'événement, c'est une vision qui se dessine, celle d'un livre plus vivant, plus accessible, capable d'accompagner les transformations culturelles du pays. Dans une Algérie en quête de nouveaux repères intellectuels et identitaires, la littérature s'affirme ici comme un espace essentiel de transmission et de débat.

ALGÉRIE-ITALIE :

Une résidence artistique pour célébrer le dialogue des cultures

Dans l'écrin de Dar Abdeltif, haut lieu de la création artistique en Algérie, une nouvelle rencontre s'écrit entre l'Algérie et l'Italie. Du 6 au 26 février, une résidence de création réunit deux artistes, Alessandro Calizza et Lyes Karbouai, dans une exploration commune des tensions et résonances entre Orient et Occident, passé et avenir, guerre et paix. Une initiative portée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) et l'Institut culturel italien d'Alger (ICI), qui inscrit l'art au cœur d'un dialogue diplomatique et culturel ancien.

Depuis des décennies, Alger et Rome entretiennent des échanges culturels féconds, où l'art joue un rôle de premier plan. Cette résidence, conçue comme un laboratoire d'expérimentation, vient renforcer cette dynamique en mettant en présence deux sensibilités artistiques distinctes. Alessandro Calizza, artiste italien dont le travail mêle références classiques et regards contemporains, et Lyes Karbouai, plasticien algérien dont les œuvres interrogent les mutations du réel, partageant un même espace de créa-

tion où leurs pratiques et imaginaires se confrontent et se nourrissent.

Loin d'une juxtaposition de styles, la résidence ambitionne d'explorer les intersections entre les regards. Réel et virtuel, tradition et modernité, figuration et abstraction, autant de dialogues qui prendront forme dans un processus de création ouvert. Dar Abdeltif, dont les murs ont vu passer plusieurs générations d'artistes, offre un cadre propice à cette rencontre, entre histoire et avant-garde. Au fil des semaines, le public pourra suivre l'évolution des œuvres, observer les gestes, les hésitations, les choix qui façonnent une création. Une immersion rare dans le processus artistique, loin des seules œuvres achevées que l'on découvre en galerie. Ce dialogue visuel, qui s'élabore en temps réel, donne à voir non seulement deux trajectoires artistiques, mais aussi la manière dont elles s'influencent mutuellement.

Le 25 février marquera le point culminant de cette résidence avec une exposition de restitution. Les toiles et installations issues de cette immersion seront

dévoilées au public, témoignant de cette alchimie entre deux approches et de la force du dialogue artistique dans la construction de passerelles culturelles durables.

Au-delà de la rencontre entre deux artistes, cette initiative illustre une volonté plus large, celle d'inscrire la coopération algéro-italienne dans un cadre où la culture joue un rôle central. L'histoire des relations entre les deux pays est jalonnée d'influences croisées, et l'art apparaît ici comme un langage commun, capable de transcender les frontières politiques et historiques.

En favorisant l'échange de pratiques et de savoir-faire, cette résidence s'inscrit dans une dynamique plus large de promotion de la création contemporaine. Elle rappelle aussi que l'art n'est jamais qu'un acte individuel, il est toujours le reflet d'un temps, d'un territoire et d'un dialogue en mouvement. Une manière, pour l'Algérie et l'Italie, de continuer à écrire ensemble une histoire où la culture reste un vecteur essentiel de rapprochement et de compréhension mutuelle.

16



- Alger 29°
- Ouargla 30°
- Oran 29°
- Constantine 30°

FADJR 06:06	DOHR 13:02	ASR 16:01	MAGHREB 18:24	ISHA 19:48
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

EN RAISON DE TRAVAUX D'ENTRETIEN

COUPURE D'EAU POTABLE DANS PLUSIEURS COMMUNES D'ALGER

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) a annoncé hier des travaux de maintenance sur le système de transfert d'eau depuis la station de pompage d'El Madania vers les réservoirs de distribution de Bouzareah. Ces travaux entraîneront une

interruption aujourd'hui de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes d'Alger. Selon un communiqué diffusé par SEAL, la coupure concernera les communes de Birhadem, Saoula ainsi que la cité d'Aïn Malha, Beni Messous, Bouzareah, Ben

Aknoun, El Biar. Seront également impactés les quartiers de Oued Koriche (Bouferezz), Bab El Oued (Zghara), Rais Hamidou (Sidi El Kebir), ainsi que Chéraga et Dely Brahim. La reprise progressive de l'alimentation en eau potable est prévue pour demain.

FACE AU CANCER

BRAHIM BOUHALI APPELLE À UNE MOBILISATION NATIONALE

L'urgence d'une action collective se fait sentir avec plus de 50.000 nouveaux cas par an en Algérie. Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a souligné, mardi, à Alger, l'urgence et la nécessité d'une action collective pour faire face à l'augmentation vertigineuse et continue des cas de cancer en Algérie. Dans une intervention à l'ouverture des travaux d'une journée d'étude placée sous le thème « Le cancer en Algérie : état et perspectives de prise en charge », le président de l'APN a mis en avant devant des membres du gouvernement la nécessité de renforcer le dialogue entre les acteurs du secteur de la santé pour trouver des solutions pérennes de nature à améliorer la prise en charge des patients et soutenir la recherche scientifique. « Avec plus de 50.000 nouveaux cas par an, le cancer est devenu un des défis majeurs pour notre système de santé. N'épargnant aucune couche sociale, la maladie met une pression accrue sur les infrastructures de santé, notamment en matière de diagnostic précoce, de prévention et de traitements », rappelle le président de la chambre basse du parlement. L'Algérie cherche dès lors à répondre avec une approche qui allie modernisation des soins, renforcement des infrastructures et soutien à la recherche.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 12 FEVRIER 2025 // N°1010 // PRIX 20 DA

AU PORT D'ALGER

SAYOUD ORDONNE D'ASSURER LE TRAVAIL SELON LE RÉGIME 24/24H

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a donné, hier, au port d'Alger, une série d'instructions relatives au renforcement de l'infrastructure en ressources humaines et matérielles nécessaires et ordonné d'assurer le travail selon le régime 24/24H, et ce en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère.

Le ministre a donné ces instructions lors d'une visite de terrain au port d'Alger, en présence des cadres du ministère, du président du Groupe algérien de transport maritime (GATMA), du directeur général de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPA), de représentants de l'entreprise "Meditram" et de la société Cosider, ainsi que des responsables du Bureau d'études maritimes. Sayoud s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de confortement et d'aménagement des quais d'amarrage 18, 19, 20 et 21, dans le cadre de l'amélioration de cette structure. Le ministre a également écouté des explications sur le fonctionnement du travail et les plans techniques programmés par les entreprises de réalisation. Il a, également, inspecté les travaux de démolition d'anciens entre-



pôts, dans le cadre de l'extension des zones de cargaison, en vue d'accueillir un plus grand nombre de conteneurs. Dans ce contexte, le ministre a mis l'ac-

cent sur la nécessité de respecter les délais impartis pour la réalisation de ces projets, vu leur grande importance pour satisfaire les besoins des opérateurs

économiques nationaux, affirmant ne tolérer aucun retard. Il a en outre instruit de "renforcer les chantiers en ressources humaines et matérielles nécessaires, de redoubler d'efforts, de former une commission d'ingénieurs à l'administration centrale de contrôle et d'effectuer des visites d'inspection quotidiennes (jour et nuit) sur le terrain". Sayoud a également ordonné de travailler en coordination avec tous les intervenants (travailleurs des ports, police, douanes, opérateurs économiques), en vue d'accélérer la cadence de traitement des conteneurs et de réaliser les objectifs tracés, appelant les gestionnaires du port à veiller à livrer les conteneurs à leurs propriétaires dans les meilleurs délais", conclut le communiqué.

APS

TRANSITION VERTE EN ALGÉRIE : L'UE APPORTE SA CONTRIBUTION

Une journée d'information a été organisée hier, à Alger, sur le lancement du deuxième appel à projets concernant la transition verte, dans le cadre du programme "Interreg NEXT MED" de la coopération transfrontalière de l'Union européenne (UE). Les axes de ce deuxième appel portent sur les défis communs auxquels sont confrontés les pays du bassin méditerranéen, tels que le changement climatique, l'économie verte et circulaire. Le directeur du Centre national d'études et d'analyses pour la population et le développement (CENEAP), relevant du

ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Mustapha Haddam, a expliqué qu'après la première phase du projet de coopération avec l'UE, visant à renforcer les petites entreprises et les porteurs de microprojets, l'Algérie participe au deuxième appel, qui porte sur le développement durable et la transition vers une économie verte. Haddam a ajouté que cette initiative vise à "encourager la transition de l'économie traditionnelle, qui repose principalement sur les richesses souterraines, vers l'économie

verte et circulaire, l'énergie solaire, les énergies renouvelables et la préservation de l'environnement". Soulignant l'importance d'encourager, notamment les jeunes, à s'intéresser à ce domaine pour créer des entreprises durables, le responsable a précisé que l'Algérie, au regard de ses engagements internationaux dans ce domaine, accorde une "grande attention" à la question de la transition progressive de l'économie traditionnelle vers la transition verte. Au cours de cette journée d'information, à laquelle ont participé des représentants de plusieurs

organismes et ministères, les critères et conditions de participation à l'appel à projets ainsi que les modes de financement ont été présentés. De son côté, le représentant du Programme de l'UE, Martin Heibel, a indiqué qu'une plateforme numérique a été lancée pour accueillir les projets liés à cet appel, tout en encourageant les jeunes à contribuer à cette initiative, réaffirmant l'engagement du Programme à accompagner les efforts de l'Algérie pour concrétiser sa politique visant à réaliser la transition énergétique.

L'APOCE LE DIT : LES MESURES PRISES POUR LA RÉGULATION DU MARCHÉ SONT « RASSURANTES »

Le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, cité dans une dépêche de l'APS, a qualifié hier les mesures prises par les autorités publiques pour réguler le marché national de "rassurantes" notamment pour la disponibilité des produits et la stabilité des prix durant le mois de Ramadhan. Invité du Forum du quotidien El Moudjahid, M. Zebdi a indiqué que "depuis l'année dernière, plusieurs ministères poursuivent leurs efforts via des mesures visant à garantir l'abondance des produits et à réguler le marché", d'où "la mise en place de mécanismes ayant largement contribué à la stabilité des prix. Concernant les mesures prises pour cette année, le président de l'APOCE a salué l'importation anticipée de viandes en prévision du mois de ramadhan afin d'éviter

les fluctuations d'approvisionnement en cette denrée, fortement consommée durant le mois de jeûne, se félicitant par là même les efforts proactifs visant à augmenter la production de certains produits alimentaires de large consommation, tels que le sucre et la semoule, ainsi que l'augmentation du nombre de marchés de proximité à travers le pays. Zebdi a, par ailleurs, affirmé que l'APOCE œuvrait, via une communication continue, à faire du consommateur un maillon essentiel dans le processus de régulation du marché en "faisant montre d'un comportement de consommation responsable, loin du gaspillage". L'organisation s'emploie à sensibiliser au maximum toutes les catégories de la société, à lutter contre la fraude, à encourager la qualité, en plus d'assurer un environnement sain et propre pour le consommateur et de pro-

mouvoir la consommation locale, a-t-il poursuivi. Il a rappelé, dans ce sens, que l'organisation met à la disposition des consommateurs plusieurs canaux de communication, tels que le numéro 3311 pour recevoir les plaintes et les demandes de renseignements des consommateurs, ainsi que leurs signalements sur les dépassements, en sus des efforts de sensibilisation via la page officielle de l'organisation sur les réseaux sociaux. Il a également évoqué, dans ce même sens, la plateforme numérique "Achki" qui permet de recevoir les plaintes des consommateurs, de les trier et de les orienter vers les autorités compétentes, en plus de fournir des statistiques sur ces plaintes et de créer un lien direct avec les organismes de contrôle, ce qui contribue à renforcer la culture de consommation.

R.N

